



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et semestre clos le 28 février 2019

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les						Semestres clos les				
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾	
	\$	\$	%	%	\$	\$	\$	%	%	\$	
Opérations											
Produits	584 129	529 855	10,2	7,6	13 884	1 160 802	1 014 141	14,5	12,1	24 157	
BAlIA ajusté ⁽³⁾	280 552	248 470	12,9	10,5	5 958	548 403	475 474	15,3	13,2	10 297	
Marge du BAlIA ajusté ⁽³⁾	48,0 %	46,9 %				47,2 %	46,9 %				
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽⁴⁾	3 722	15 999	(76,7)			9 435	16 391	(42,4)			
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	86 128	159 912	(46,1)			164 934	238 183	(30,8)			
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(5 369)	(16 079)	(66,6)			(8 991)	(17 964)	(49,9)			
Bénéfice de la période	80 759	143 833	(43,9)			155 943	220 219	(29,2)			
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	76 349	140 921	(45,8)			146 519	217 307	(32,6)			
Flux de trésorerie											
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	199 462	198 720	0,4			298 458	198 237	50,6			
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽⁵⁾	92 773	112 378	(17,4)	(20,4)	3 346	193 330	196 829	(1,8)	(4,7)	5 767	
Flux de trésorerie disponibles ⁽³⁾	125 307	58 796	—	—	630	232 810	151 703	53,5	52,7	1 146	
Intensité du capital ⁽³⁾	15,9 %	21,2 %				16,7 %	19,4 %				
Situation financière⁽⁶⁾											
Trésorerie et équivalents de trésorerie						59 387	84 725	(29,9)			
Total de l'actif						7 185 140	7 180 043	0,1			
Endettement ⁽⁷⁾						3 908 265	3 914 711	(0,2)			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société						2 085 436	1 997 169	4,4			
Données par action⁽⁸⁾											
Bénéfice (perte) par action											
De base											
lié(e) aux activités poursuivies	1,65	3,19	(48,3)			3,15	4,77	(34,0)			
lié(e) aux activités abandonnées	(0,11)	(0,33)	(66,7)			(0,18)	(0,36)	(50,0)			
lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,55	2,86	(45,8)			2,97	4,41	(32,7)			
Dilué(e)											
lié(e) aux activités poursuivies	1,64	3,16	(48,1)			3,13	4,73	(33,8)			
lié(e) aux activités abandonnées	(0,11)	(0,33)	(66,7)			(0,18)	(0,36)	(50,0)			
lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,53	2,83	(45,9)			2,95	4,37	(32,5)			
Dividendes	0,525	0,475	10,5			1,05	0,95	10,5			

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées » du rapport de gestion.

(2) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

(4) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition étaient surtout imputables aux frais de restructuration au sein du secteur des Services à large bande canadiens et se rapportaient à un programme d'optimisation opérationnelle. Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2018, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition étaient liés à l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018.

(5) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 89,4 millions \$ et à 187,6 millions \$, respectivement, selon un taux de change constant.

(6) Au 28 février 2019 et au 31 août 2018.

(7) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises et du capital de la dette à long terme.

(8) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Trimestre et semestre clos le 28 février 2019

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique « Stratégies et objectifs de l'entreprise » du rapport de gestion annuel 2018 de la Société et à la rubrique « Projections financières révisées pour l'exercice 2019 » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce, à la réglementation, à la technologie, aux finances, à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2018 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Plus particulièrement et sans restriction, le présent rapport de gestion renferme des déclarations et de l'information prospectives concernant les avantages escomptés pour la Société de la transaction de vente proposée de Cogeco Peer 1, les plans futurs, les objectifs et les intentions de la Société, l'emploi prévu du produit tiré de la transaction et le moment prévu de la réalisation de la transaction. En ce qui a trait aux déclarations et à l'information prospectives concernant les avantages escomptés de la transaction proposée et le moment prévu de sa réalisation, la Société les fournit en se basant sur certaines hypothèses qu'elle croit raisonnables à l'heure actuelle, y compris des hypothèses quant à la capacité des parties de remplir en temps opportun les conditions de la réalisation de la transaction et d'autres attentes et hypothèses concernant la transaction proposée. Le moment prévu de la réalisation de la transaction peut changer pour plusieurs raisons, notamment la nécessité de prolonger les délais pour remplir les conditions de la réalisation de la transaction proposée. Bien que la Société estime que les attentes exprimées dans les présentes déclarations prospectives sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes se révéleront exactes, que la transaction proposée sera menée à bien ou qu'elle le sera selon les modalités et aux conditions envisagées dans le présent rapport de gestion. Les risques et les incertitudes inhérents à la nature de la transaction proposée comprennent, sans restriction, l'incapacité des parties de remplir les conditions de la réalisation de la transaction; l'incapacité des parties de remplir ces conditions en temps opportun; des coûts de transaction importants ou des passifs inconnus; l'incapacité de réaliser les avantages escomptés de la transaction et les conditions économiques générales. L'incapacité des parties de remplir les conditions de la réalisation de la transaction ou de réaliser celle-ci pourrait faire en sorte que la transaction ne soit pas réalisée aux conditions proposées, voire du tout. De plus, si la transaction n'est pas réalisée, il y a des risques que l'annonce de la transaction proposée et l'affectation de ressources considérables à la réalisation de la transaction aient une incidence sur les relations d'affaires et les relations stratégiques de la Société (y compris avec des employés, des clients, des fournisseurs et des partenaires futurs et éventuels), sur ses résultats d'exploitation et ses activités en général, ainsi qu'une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière et ses perspectives actuelles et futures.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2019, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2018 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») aspire à être une société de services de communication et de technologie de premier plan grâce à de solides relations clients qui reposent sur la confiance et la fiabilité. Puisque nos clients sont au cœur de tout ce que nous faisons, nous cherchons sans cesse à innover en matière de processus, d'activités, de services et de produits tout en gérant l'utilisation du capital de façon efficace pour assurer une croissance future. Nous nous engageons aussi à optimiser la rentabilité et à accroître ainsi la valeur pour les actionnaires. Pour atteindre ces objectifs, nous mettons en œuvre les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens	Services à large bande américains
Générer une croissance interne grâce au lancement de services à valeur ajoutée pour nos clients résidentiels et à la croissance de notre bassin de clients commerciaux	Tirer parti de notre supériorité en matière de services Internet pour favoriser la fidélité et la croissance
Optimiser le rendement du capital investi en rehaussant l'efficacité de la prestation de nos services et en favorisant la fidélité grâce à une stratégie qui se démarque en matière d'expérience client	Mettre l'accent sur les services aux entreprises dans le marché commercial grâce à de nouveaux circuits de vente, à une offre de produits améliorée et à une stratégie de tarification concurrentielle
Envisager la possibilité d'offrir un service sans fil de manière rentable et à la mesure de nos moyens financiers	Tirer parti de nos réussites initiales pour élargir notre marché de la Floride
Investir dans le perfectionnement de nos employés	Améliorer nos réseaux au moyen de technologies avancées de pointe

La Société mesure son rendement à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté⁽¹⁾, ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ et l'intensité du capital⁽¹⁾, sur la base d'un taux de change constant⁽¹⁾.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 14,5 % (12,1 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 40,9 % (34,2 % selon un taux de change constant) du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à l'incidence de l'acquisition des systèmes de câblodistribution de MetroCast (l'« acquisition de MetroCast ») conclue le 4 janvier 2018, laquelle est comprise dans les produits sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent, et à l'acquisition du réseau de fibre du sud de la Floride précédemment détenu par FiberLight, LLC (l'« acquisition de FiberLight ») conclue le 3 octobre 2018; facteur contrebalancé en partie par
- une diminution de 0,3 % (0,3 % selon un taux de change constant) dans le secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable aux facteurs suivants :
 - une diminution plus marquée des unités de service primaire au premier trimestre de l'exercice 2019 découlant de la réduction de l'activation de services essentiellement attribuable à la phase de stabilisation suivant la migration vers un nouveau système avancé de gestion des clients au second semestre de l'exercice 2018; et
 - l'incidence du calendrier des hausses tarifaires entrées en vigueur en novembre 2018 en Ontario et au Québec, comparativement à des hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2017 et en novembre 2017, respectivement, pour la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
 - la hausse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 15,3 % (13,2 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de 53,1 % (45,9 % selon un taux de change constant) pour le secteur des Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de l'incidence des acquisitions de MetroCast et de FiberLight; contrebalancée en partie par
- une diminution de 1,3 % (1,0 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement d'une hausse des charges d'exploitation et d'une baisse des produits.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 53,5 % (52,7 % selon un taux de change constant) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution de la charge d'impôts exigibles; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des charges financières.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 1,8 % (4,7 % selon un taux de change constant) principalement en raison de la diminution des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains, contrebalancée en partie par la hausse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens. Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le ratio d'intensité du capital a atteint 16,7 %, contre 19,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des produits et de la diminution des dépenses d'investissement.

Dans le secteur des Services à large bande canadiens, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 10,2 % (8,2 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau; et
- les coûts liés à la nouvelle plateforme de télévision sur protocole Internet (« IPTV »); facteurs contrebalancés en partie par
- la baisse des coûts liés au nouveau système avancé de gestion des clients qui a été implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018.

Dans le secteur des Services à large bande américains, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 14,8 % (18,7 % selon un taux de change constant) par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'acquisition de plusieurs fibres noires de FiberLight, LLC dans le sud de la Floride pour une contrepartie de 21,2 millions \$ (16,8 millions \$ US) au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018; facteur contrebalancé en partie par
- les dépenses d'investissement additionnelles liées à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; et
- les dépenses d'investissement additionnelles liées à l'expansion en Floride.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le 27 février 2019, Cogeco Communications a annoncé qu'elle avait conclu une entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1 inc., sa filiale de services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »), à des sociétés affiliées de Digital Colony. La transaction, d'une valeur de 720 millions \$, devrait se conclure au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 et est soumise aux conditions de clôture habituelles.

Les résultats d'exploitation et financiers et les flux de trésorerie de la filiale des Services de TIC aux entreprises pour les périodes considérées et les périodes correspondantes ont par conséquent été reclassés à titre d'activités abandonnées.

Pour plus de détails sur les résultats d'exploitation des Services de TIC aux entreprises, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	584 129	529 855	10,2	7,6	13 884
Charges d'exploitation	298 676	276 275	8,1	5,2	7 926
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 901	5 110	(4,1)	(4,1)	—
BAlIA ajusté	280 552	248 470	12,9	10,5	5 958
Marge du BAlIA ajusté	48,0 %	46,9 %			

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	1 160 802	1 014 141	14,5	12,1	24 157
Charges d'exploitation	602 703	528 829	14,0	11,3	13 860
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	9 696	9 838	(1,4)	(1,4)	—
BAlIA ajusté	548 403	475 474	15,3	13,2	10 297
Marge du BAlIA ajusté	47,2 %	46,9 %			

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	326 759	324 135	0,8	0,8	—
Services à large bande américains	257 370	205 720	25,1	18,4	13 884
	584 129	529 855	10,2	7,6	13 884

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	649 224	651 021	(0,3)	(0,3)	—
Services à large bande américains	511 578	363 120	40,9	34,2	24 157
	1 160 802	1 014 141	14,5	12,1	24 157

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 10,2 % (7,6 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à l'incidence de l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018, laquelle est comprise dans les produits sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent, conjuguée à l'acquisition de FiberLight et à la croissance interne; et
- une augmentation dans le secteur des Services à large bande canadiens, principalement en raison des facteurs suivants :
 - les hausses tarifaires entrées en vigueur en novembre 2018 en Ontario et au Québec; et
 - la hausse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs; facteurs contrebalancés en partie par
 - une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 14,5 % (12,1 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à l'incidence de l'acquisition de MetroCast, laquelle est comprise dans les produits sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent, conjuguée à l'acquisition de FiberLight et à la croissance interne; facteur contrebalancé en partie par
- une diminution dans le secteur des Services à large bande canadiens, principalement en raison des facteurs suivants :
 - une diminution plus marquée des unités de service primaire au premier trimestre de l'exercice 2019 découlant de la réduction de l'activation de services essentiellement attribuable à la phase de stabilisation suivant la migration vers un nouveau système avancé de gestion des clients au second semestre de l'exercice 2018; et
 - l'incidence du calendrier des hausses tarifaires entrées en vigueur en novembre 2018 en Ontario et au Québec, comparativement à des hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2017 et en novembre 2017, respectivement, pour la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
 - la hausse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	152 091	155 520	(2,2)	(2,4)	343
Services à large bande américains	140 225	114 608	22,4	15,7	7 579
Éliminations intersectorielles et autres	6 360	6 147	3,5	3,4	4
	298 676	276 275	8,1	5,2	7 926

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	311 417	308 935	0,8	0,6	752
Services à large bande américains	277 157	210 053	31,9	25,7	13 097
Éliminations intersectorielles et autres	14 129	9 841	43,6	43,5	11
	602 703	528 829	14,0	11,3	13 860

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 8,1 % (5,2 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- des coûts additionnels dans le secteur des Services à large bande américains, qui sont principalement attribuables à l'incidence de l'acquisition de MetroCast, laquelle est comprise dans les charges d'exploitation sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent, conjugués à l'acquisition de FiberLight; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande canadiens qui est principalement attribuable à la baisse des coûts liés à la programmation en raison de la diminution des unités de service primaire, ainsi qu'à la diminution des charges de rémunération en raison d'un programme d'optimisation opérationnelle au premier semestre de l'exercice 2019.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 14,0 % (11,3 % selon un taux de change constant), en raison surtout des facteurs suivants :

- l'incidence de l'acquisition de MetroCast, laquelle est comprise dans les charges d'exploitation sur une période de deux mois seulement à la période correspondante de l'exercice précédent, conjuguée à l'acquisition de FiberLight;
- une augmentation des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande canadiens essentiellement attribuable aux coûts rétroactifs liés à la hausse plus importante que prévu des tarifs établis par la Commission du droit d'auteur du Canada et aux coûts additionnels relatifs aux effectifs engagés pour soutenir la phase de stabilisation du nouveau système avancé de gestion des clients, contrebalancée en partie par la baisse des coûts liés à la programmation en raison de la diminution des unités de service primaire; et
- une diminution des charges de rémunération en raison d'un programme d'optimisation opérationnelle au premier semestre de l'exercice 2019; et
- des coûts additionnels liés aux éliminations intersectorielles et autres qui découlent de projets en matière d'efficacité et du calendrier de certaines initiatives.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

HONORAIRES DE GESTION

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019 se sont chiffrés à 4,9 millions \$ et à 9,7 millions \$, respectivement, comparativement à 5,1 millions \$ et à 9,8 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2018. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAlIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	174 668	168 615	3,6	3,8	(343)
Services à large bande américains	117 145	91 112	28,6	21,7	6 305
Éliminations intersectorielles et autres	(11 261)	(11 257)	—	—	(4)
	280 552	248 470	12,9	10,5	5 958

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	337 807	342 086	(1,3)	(1,0)	(752)
Services à large bande américains	234 421	153 067	53,1	45,9	11 060
Éliminations intersectorielles et autres	(23 825)	(19 679)	21,1	21,0	(11)
	548 403	475 474	15,3	13,2	10 297

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 12,9 % (10,5 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation pour le secteur des Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de l'incidence des acquisitions de MetroCast et de FiberLight, conjuguée à la forte croissance interne; et
- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande canadiens.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 15,3 % (13,2 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation pour le secteur des Services à large bande américains, laquelle découle essentiellement de l'incidence des acquisitions de MetroCast et de FiberLight, conjuguée à la forte croissance interne; contrebalancée en partie par
- une diminution dans le secteur des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 3,7 millions \$ et à 9,4 millions \$, respectivement, en raison principalement des frais de restructuration dans le secteur des Services à large bande canadiens découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle. La stratégie de réduction de la main-d'œuvre, qui comprend un programme de départ volontaire ciblant les postes de soutien, vise à créer une organisation plus allégée, plus efficace et agile dans le cadre de sa transformation numérique.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2018, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 16,0 millions \$ et à 16,4 millions \$, respectivement, en raison de l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018.

4.3 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	106 100	94 455	12,3	211 873	179 634	17,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 191	11 704	21,2	28 155	18 132	55,3
	120 291	106 159	13,3	240 028	197 766	21,4

- (1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, la dotation aux amortissements a augmenté de 13,3 % et de 21,4 %, respectivement, essentiellement en raison de l'incidence de l'acquisition de MetroCast, ainsi que de l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la dette à long terme	46 120	47 554	(3,0)	91 503	77 589	17,9
Gains nets de change	(479)	(621)	(22,9)	(256)	(769)	(66,7)
Amortissement des coûts de transaction différés	465	389	19,5	906	1 005	(9,9)
Coûts d'emprunt capitalisés	(178)	(708)	(74,9)	(298)	(1 574)	(81,1)
Autres	485	653	(25,7)	1 117	1 235	(9,6)
	46 413	47 267	(1,8)	92 972	77 486	20,0

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les charges financières ont diminué de 1,8 %, essentiellement en raison des facteurs suivants :

- le remboursement à l'échéance des billets garantis de premier rang, série B, le 1^{er} octobre 2018; et
- le remboursement de sommes de 65 millions \$ et de 35 millions \$ US sur la facilité renouvelable du Canada au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019; facteurs contrebalancés en partie par
- des taux d'intérêt plus élevés pour les facilités de crédit de premier rang à la suite de l'acquisition de MetroCast; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les charges financières ont augmenté de 20,0 %, essentiellement en raison des facteurs suivants :

- des taux d'intérêt plus élevés pour les facilités de crédit de premier rang à la suite de l'acquisition de MetroCast;
- la hausse des prélèvements de 65 millions \$ et de 53 millions \$ US sur la facilité renouvelable du Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2019; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
- le remboursement à l'échéance des billets garantis de premier rang, série B, le 1^{er} octobre 2018.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Exigibles	17 570	25 135	(30,1)	29 602	47 567	(37,8)
Différés	6 428	(106 002)	—	11 432	(101 919)	—
	23 998	(80 867)	—	41 034	(54 352)	—

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	110 126	79 045	39,3	205 968	183 831	12,0
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	—	26,5 %	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	29 184	20 947	39,3	54 582	48 715	12,0
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	207	(2 912)	—	1 022	(852)	—
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés	287	(94 061)	—	287	(94 175)	—
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	808	(56)	—	821	(133)	—
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(7 100)	(5 038)	40,9	(13 861)	(8 744)	58,5
Autres	612	253	—	(1 817)	837	—
	23 998	(80 867)	—	41 034	(54 352)	—

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'impôts se sont chiffrées à 24,0 millions \$ et à 41,0 millions \$, respectivement, comparativement à des économies de 80,9 millions \$ et de 54,4 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'incidence de la réduction du taux fédéral aux États-Unis au deuxième trimestre de l'exercice 2018;
- l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat qui tient principalement à l'incidence de l'acquisition de MetroCast conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2018 et à une baisse des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de la dotation aux amortissements et par la hausse des charges financières au cours du premier semestre; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le 19 mars 2019, le ministère des Finances du Canada a confirmé l'annonce publiée dans sa mise à jour économique de l'automne 2018 voulant que les entreprises canadiennes pourront temporairement accélérer l'amortissement aux fins de l'impôt sur la plupart des dépenses d'investissement liées aux immobilisations corporelles acquises après le 20 novembre 2018, avec une période d'élimination progressive de 2023 à 2028. L'amortissement accéléré aux fins de l'impôt aura une incidence favorable sur la charge d'impôts exigibles de la Société pour l'exercice 2019 et sera comptabilisé durant le second semestre de cet exercice fiscal puisque la nouvelle disposition législative a été considérée comme quasi adoptée le 8 avril 2019. Le 21 mars 2019, le ministère des Finances du Québec a confirmé son intention d'harmoniser ses dispositions à la loi fédérale.

Le 22 décembre 2017, l'administration fédérale américaine a adopté la loi intitulée Tax Cuts and Jobs Act (la « loi »). La réforme fiscale réduit le taux d'imposition général fédéral des sociétés, le faisant passer de 35 % à 21 % après 2017, ce qui a eu comme conséquence de réduire les passifs d'impôts différés nets d'approximativement 94 millions \$ (74 millions \$ US) au deuxième trimestre de l'exercice 2018. De plus, cette loi préconise d'autres modifications, notamment à l'égard des limitations de la déductibilité des intérêts, de la déduction complète des acquisitions d'actifs corporels, des limitations des pertes d'exploitation nettes et des règles anti-évitement de l'érosion de la base d'imposition. Ces modifications, conjuguées aux réductions du taux d'imposition, ont eu une incidence globale favorable sur la charge d'impôts.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	86 128	159 912	(46,1)	164 934	238 183	(30,8)
Bénéfice de la période	80 759	143 833	(43,9)	155 943	220 219	(29,2)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	81 718	157 000	(48,0)	155 510	235 271	(33,9)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	76 349	140 921	(45,8)	146 519	217 307	(32,6)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	4 410	2 912	51,4	9 424	2 912	—
Bénéfice par action de base lié aux activités poursuivies	1,65	3,19	(48,3)	3,15	4,77	(34,0)
Bénéfice par action de base	1,55	2,86	(45,8)	2,97	4,41	(32,7)

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

(2) La participation ne donnant pas le contrôle représente la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans les résultats d'Atlantic Broadband, en vigueur depuis l'acquisition de MetroCast, le 4 janvier 2018.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies, le bénéfice de la période, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 46,1 %, de 43,9 %, de 48,0 % et de 45,8 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- la réduction des impôts sur le résultat de 94 millions \$ à l'exercice précédent en raison de la réforme fiscale américaine; et
- la hausse de la dotation aux amortissements principalement liée à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; facteurs contrebalancés en partie par
- une augmentation du BAIIA ajusté qui découle principalement de l'incidence de l'acquisition de MetroCast; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

De plus, la variation du bénéfice de la période et du bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société s'explique aussi par une perte liée aux activités abandonnées moindre.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies, le bénéfice de la période, le bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 30,8 %, de 29,2 %, de 33,9 % et de 32,6 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- la réduction des impôts sur le résultat de 94 millions \$ à l'exercice précédent en raison de la réforme fiscale américaine; et
- la hausse de la dotation aux amortissements et des charges financières principalement liée à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; facteurs contrebalancés en partie par
- une augmentation du BAIIA ajusté qui découle principalement de l'incidence de l'acquisition de MetroCast; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

De plus, la variation du bénéfice de la période et du bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société s'explique aussi par une perte liée aux activités abandonnées moindre.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,6 % des actions de participation de la Société, représentant 82,2 % des actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). Les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,75 % des produits consolidés liés aux activités poursuivies et abandonnées de la Société (0,85 % pour la période antérieure au 4 janvier 2018). De plus, la Société rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours du premier semestre de l'exercice 2019, la Société a attribué 97 725 options sur actions (124 625 en 2018), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives (aucune en 2018) et elle a attribué 14 625 unités d'actions liées au rendement (18 750 en 2018) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2019, la Société a facturé à Cogeco des montants de 195 000 \$ et de 493 000 \$ (201 000 \$ et 395 000 \$ en 2018), de 15 000 \$ et de 30 000 \$ (néant et 1 000 \$ en 2018) et de 302 000 \$ et de 502 000 \$ (248 000 \$ et 482 000 \$ en 2018), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2019, la Société a facturé à Cogeco des montants de 64 000 \$ et de 324 000 \$ relativement aux unités d'actions différées émises à des administrateurs de Cogeco.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	199 462	198 720	0,4	298 458	198 237	50,6
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(91 941)	(1 874 049)	(95,1)	(231 011)	(1 937 949)	(88,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(121 033)	1 725 115	—	(91 443)	1 704 463	—
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	(568)	423	—	(744)	1 497	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(14 080)	50 209	—	(24 740)	(33 752)	(26,7)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités abandonnées ⁽²⁾	2 574	1 201	—	(598)	(3 783)	(84,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	70 893	122 240	(42,0)	84 725	211 185	(59,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	59 387	173 650	(65,8)	59 387	173 650	(65,8)

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

(2) Pour plus de détails au sujet des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées de la Société, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 0,4 % et 50,6 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des impôts sur le résultat payés et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; partiellement contrebalancées par
- la diminution des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; et
- l'augmentation des charges financières payées.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les activités d'investissement ont diminué de 95,1 % et de 88,1 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison de l'acquisition de MetroCast, d'une valeur de 1,76 milliard \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2018.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2019

Le 3 octobre 2018, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition du réseau de fibre du sud de la Floride précédemment détenu par FiberLight, LLC. La transaction, combinée aux fibres noires acquises de FiberLight au deuxième trimestre de l'exercice 2018, a permis d'ajouter 350 milles de parcours à la zone de couverture d'Atlantic Broadband dans le sud de la Floride.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et est assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat s'établit comme suit :

	Répartition préliminaire
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$
Prix d'achat	
Contrepartie versée à la clôture	38 876
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	5 005
	43 881
Actifs nets acquis	
Créances clients et autres débiteurs	1 743
Charges payées d'avance et autres	335
Immobilisations corporelles	45 769
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(644)
Passifs sur contrat et autres passifs pris en charge	(3 322)
	43 881

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que l'intensité du capital par secteur opérationnel sont les suivantes :

	Trimestres clos les			Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%
Services à large bande canadiens	54 621	53 863	1,4	(1,1)
Intensité du capital	16,7 %	16,6 %		
Services à large bande américains	38 152	58 515	(34,8)	(38,3)
Intensité du capital	14,8 %	28,4 %		
Données consolidées	92 773	112 378	(17,4)	(20,4)
Intensité du capital	15,9 %	21,2 %		

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(2) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les			
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%
Services à large bande canadiens	113 079	102 617	10,2	8,2
Intensité du capital	17,4 %	15,8 %		
Services à large bande américains	80 251	94 212	(14,8)	(18,7)
Intensité du capital	15,7 %	25,9 %		
Données consolidées	193 330	196 829	(1,8)	(4,7)
Intensité du capital	16,7 %	19,4 %		

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(2) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 17,4 % (20,4 % selon un taux de change constant) principalement en raison de la diminution des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains attribuable au calendrier de certaines initiatives.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 1,8 % (4,7 % selon un taux de change constant) principalement en raison de la diminution des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains, contrebalancée en partie par la hausse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le ratio d'intensité du capital a atteint 16,7 %, contre 19,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la croissance des produits conjuguée à la diminution des dépenses d'investissement.

Pour plus de détails au sujet des acquisitions d'immobilisations corporelles de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 125,3 millions \$, contre 58,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles essentiellement attribuable à la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains;
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; et
- la diminution de la charge d'impôts exigibles.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 53,5 % (52,7 % selon un taux de change constant) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- la diminution de la charge d'impôts exigibles; et
- la diminution des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des charges financières.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les			Semestres clos les			Explications
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation	
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	28 907	(24 583)	53 490	30 365	577	29 788	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables	(118 083)	9 369	(127 452)	(3 921)	908	(4 829)	Remboursement des facilités renouvelables au cours de l'exercice 2019 en raison des flux de trésorerie disponibles générés.
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	—	2 082 408	(2 082 408)	—	2 082 408	(2 082 408)	Émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang de 1,7 milliard \$ US et prélèvement d'un montant de 40,4 millions \$ US sur la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang de 150 millions \$ US afin de financer l'acquisition de MetroCast et de refinancer la dette à long terme au deuxième trimestre de l'exercice 2018.
Remboursement sur la dette à long terme	(5 587)	(705 067)	699 480	(66 240)	(712 056)	645 816	Remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'une valeur de 55 millions \$, échéant en octobre 2018. Remboursement sur la dette à long terme au cours de l'exercice 2018 en lien principalement avec le refinancement d'Atlantic Broadband.
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(655)	—	(655)	(655)	(118)	(537)	Non significative.
	(95 418)	1 362 127	(1 457 545)	(40 883)	1 371 719	(1 412 162)	

DIVIDENDES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019, un dividende déterminé trimestriel de 0,525 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 25,9 millions \$, comparativement à un dividende déterminé de 0,475 \$ par action, ou 23,4 millions \$, versé au deuxième trimestre de l'exercice 2018. Les versements de dividendes au cours du premier semestre ont totalisé 1,05 \$ par action, ou 51,8 millions \$, contre 0,95 \$ par action, ou 46,9 millions \$ à l'exercice précédent.

6.4 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 9 avril 2019, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,525 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 7 mai 2019 aux actionnaires inscrits en date du 23 avril 2019. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en deux secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées à chaque secteur et d'évaluer leur performance.

7.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	326 759	324 135	0,8	0,8	—
Charges d'exploitation	152 091	155 520	(2,2)	(2,4)	343
BAlIA ajusté	174 668	168 615	3,6	3,8	(343)
Marge du BAlIA ajusté	53,5 %	52,0 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	54 621	53 863	1,4	(1,1)	1 324
Intensité du capital	16,7 %	16,6 %			

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	649 224	651 021	(0,3)	(0,3)	—
Charges d'exploitation	311 417	308 935	0,8	0,6	752
BAlIA ajusté	337 807	342 086	(1,3)	(1,0)	(752)
Marge du BAlIA ajusté	52,0 %	52,5 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	113 079	102 617	10,2	8,2	2 086
Intensité du capital	17,4 %	15,8 %			

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».
- (3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 0,8 % (0,8 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- les hausses tarifaires entrées en vigueur en novembre 2018 en Ontario et au Québec; et
- la hausse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont diminué de 0,3 % (0,3 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- de la diminution plus marquée des unités de service primaire au premier trimestre de l'exercice 2019 découlant de la réduction de l'activation de services essentiellement attribuable à la phase de stabilisation suivant la migration vers un nouveau système avancé de gestion des clients au second semestre de l'exercice 2018; et

- de l'incidence du calendrier des hausses tarifaires entrées en vigueur en novembre 2018 en Ontario et au Québec, comparativement à des hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2017 et en novembre 2017, respectivement, pour la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés en partie par
- la hausse des prix nets découlant des ventes aux consommateurs.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont diminué de 2,2 % (2,4 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution des unités de service primaire; et
- la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle au premier semestre de l'exercice 2019.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 0,8 % (0,6 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- des coûts additionnels de 4,5 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 pour soutenir la phase de stabilisation du nouveau système avancé de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018; et
- des coûts rétroactifs de 3,2 millions \$ engagés durant le premier trimestre de l'exercice 2019 relativement à la hausse plus importante que prévu des tarifs établis par la Commission du droit d'auteur du Canada pour la retransmission de signaux de télévision canadiens et américains éloignés au Canada pour la période allant de 2014 à 2018; facteurs contrebalancés en partie par
- la baisse des coûts de programmation en raison de la diminution des unités de service primaire; et
- la baisse des charges de rémunération découlant d'un programme d'optimisation opérationnelle au premier semestre de l'exercice 2019.

BAIIA AJUSTÉ

Au deuxième trimestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,6 % (3,8 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une augmentation des produits, conjuguée à une diminution des charges d'exploitation.

Au premier semestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 1,3 % (1,0 % selon un taux de change constant), en raison principalement d'une augmentation des charges d'exploitation, conjuguée à une diminution des produits.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 1,4 % (diminution de 1,1 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau; facteur contrebalancé en partie par
- la diminution des coûts liés au nouveau système avancé de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018; et
- la diminution des achats d'équipements à l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 10,2 % (8,2 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- les investissements additionnels en vue d'améliorer et d'étendre l'infrastructure de réseau; et
- les coûts liés à la nouvelle plateforme IPTV; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des coûts liés au nouveau système avancé de gestion des clients implanté au troisième trimestre de l'exercice 2018.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le ratio d'intensité du capital a atteint 17,4 %, contre 15,8 % pour la période correspondante de l'exercice 2018, principalement en raison de la croissance des dépenses d'investissement, conjuguée à une baisse des produits.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	28 février 2019	Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		Ajouts nets (pertes nettes) Semestres clos les		% de pénétration ⁽¹⁾	
		28 février 2019	28 février 2018	28 février 2019	28 février 2018	28 février 2019	28 février 2018
		Unités de service primaire	1 825 011	(6 617)	(5 761)	(41 907)	(6 890)
Clients du service Internet	785 004	6 008	6 880	2 727	16 445	44,7	45,1
Clients du service de vidéo	668 771	(6 928)	(7 020)	(19 997)	(12 052)	38,1	40,7
Clients du service de téléphonie	371 236	(5 697)	(5 621)	(24 637)	(11 283)	21,1	24,1

(1) En pourcentage des foyers câblés.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2018, le secteur des Services à large bande canadiens a procédé à l'implantation d'un nouveau système avancé de gestion des clients qui est venu remplacer 22 anciens systèmes. Durant la phase de stabilisation du système de gestion des clients, la congestion au centre de service à la clientèle a entraîné une diminution des activations de services durant la majeure partie du premier trimestre de l'exercice 2019. Les activités liées au centre de service à la clientèle et au marketing étaient revenues à la normale à la fin du premier trimestre de 2019.

Les variations pour chaque service s'expliquent par les facteurs présentés ci-dessous :

INTERNET

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 6 008 et à 2 727, respectivement, par rapport à 6 880 et à 16 445 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des offres de services à haute vitesse;
- la demande croissante des revendeurs Internet; et
- l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services; facteurs contrebalancés en partie par
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

De plus, la variation pour le premier semestre de l'exercice 2019 tient également à la congestion au centre de service à la clientèle au premier trimestre de l'exercice 2019, en raison de l'implantation et de la stabilisation du nouveau système de gestion des clients.

VIDÉO

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 6 928 et à 19 997, respectivement, par rapport à 7 020 et à 12 052 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison des facteurs suivants :

- l'intensification des offres concurrentielles au sein du secteur;
- le changement des habitudes de consommation vidéo; facteurs contrebalancés en partie par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée; et
- les offres de forfaits de services Internet haute vitesse.

De plus, la variation pour le premier semestre de l'exercice 2019 tient également à la congestion au centre de service à la clientèle au premier trimestre de l'exercice 2019, en raison de l'implantation et de la stabilisation du nouveau système de gestion des clients.

TÉLÉPHONIE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 5 697 et à 24 637, respectivement, par rapport à 5 621 et à 11 283 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, principalement en raison du facteur suivant :

- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil.

De plus, la variation pour le premier semestre de l'exercice 2019 tient également aux problèmes techniques liés aux activations de services de téléphonie après l'implantation du nouveau système de gestion des clients, lesquels ont été résolus à la fin du premier trimestre.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 28 février 2019, 69 % (71 % en 2018) des clients des Services à large bande canadiens étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande canadiens, en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés, s'établit comme suit : 31 % des clients sont abonnés à un seul service (29 % en 2018), 39 % à deux services (39 % en 2018) et 30 % à trois services (32 % en 2018).

7.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Trimestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
	\$	\$	%	%	\$
Produits	257 370	205 720	25,1	18,4	13 884
Charges d'exploitation	140 225	114 608	22,4	15,7	7 579
BAlIA ajusté	117 145	91 112	28,6	21,7	6 305
Marge du BAlIA ajusté	45,5 %	44,3 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	38 152	58 515	(34,8)	(38,3)	2 022
Intensité du capital	14,8 %	28,4 %			

(1) Pour le trimestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3313 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US.

<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Semestres clos les				
	28 février 2019 ⁽¹⁾	28 février 2018 ⁽²⁾	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽³⁾	Incidence du taux de change ⁽³⁾
	\$	\$	%	%	\$
Produits	511 578	363 120	40,9	34,2	24 157
Charges d'exploitation	277 157	210 053	31,9	25,7	13 097
BAlIA ajusté	234 421	153 067	53,1	45,9	11 060
Marge du BAlIA ajusté	45,8 %	42,2 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	80 251	94 212	(14,8)	(18,7)	3 681
Intensité du capital	15,7 %	25,9 %			

(1) Pour le semestre clos le 28 février 2019, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3198 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(3) Les données réelles pour l'exercice 2019 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2018, qui était de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont augmenté de 25,1 % et de 40,9 %, respectivement (18,4 % et 34,2 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- l'incidence de l'acquisition de MetroCast conclue le 4 janvier 2018, laquelle est comprise dans les produits sur une période de deux mois seulement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent;
- des hausses tarifaires entrées en vigueur en août 2018;
- de la croissance soutenue du nombre de clients des services Internet et de téléphonie;
- l'acquisition de FiberLight conclue au premier trimestre de l'exercice 2019; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution du nombre de clients du service de vidéo.

Compte non tenu des acquisitions de MetroCast et de FiberLight, les produits ont augmenté de 5,5 % et de 5,7 %, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, selon un taux de change constant.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 22,4 % et de 31,9 %, respectivement (15,7 % et 25,7 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- l'incidence de l'acquisition de MetroCast, laquelle est comprise dans les charges d'exploitation sur une période de deux mois seulement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent;
- l'augmentation des coûts liée à la demande croissante pour des forfaits Internet à capacité plus élevée;
- l'acquisition de FiberLight conclue au premier trimestre de l'exercice 2019;
- les hausses des tarifs de programmation; et
- l'augmentation des charges de rémunération en raison de la hausse des effectifs; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des initiatives de marketing attribuable au calendrier de certaines initiatives.

En outre, pour le premier semestre de l'exercice 2018, les charges d'exploitation comprenaient des coûts non récurrents de 3,1 millions \$ (2,5 millions \$ US) liés à l'ouragan Irma.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a augmenté de 28,6 % et de 53,1 %, respectivement (21,7 % et 45,9 % selon un taux de change constant), en raison principalement de l'incidence des acquisitions de MetroCast et de FiberLight, conjuguée à la forte croissance interne.

Compte non tenu des acquisitions de MetroCast et de FiberLight et des coûts non récurrents de 3,1 millions \$ (2,5 millions \$ US) liés à l'ouragan Irma engagés à l'exercice précédent, le BAIIA ajusté, selon un taux de change constant, a augmenté de 9,7 % et de 10,8 %, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 34,8 % et de 14,8 %, respectivement (38,3 % et 18,7 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- l'acquisition de plusieurs fibres noires de FiberLight, LLC dans le sud de la Floride pour une contrepartie de 21,2 millions \$ (16,8 millions \$ US) au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2018; facteur contrebalancé en partie par
- les dépenses d'investissement additionnelles liées à l'incidence de l'acquisition de MetroCast; et
- les dépenses d'investissement additionnelles liées à l'expansion en Floride.

Pour le premier semestre de l'exercice 2019, le ratio d'intensité du capital a atteint 15,7 %, contre 25,9 % pour la période correspondante de l'exercice 2018, en raison essentiellement de la diminution des dépenses d'investissement conjuguée à la croissance des produits.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	Ajouts nets (pertes nettes)			Ajouts nets (pertes nettes)		% de pénétration ⁽²⁾⁽³⁾	
	28 février 2019	Trimestres clos les		Semestres clos les		28 février 2019	28 février 2018 ⁽³⁾
		28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾		
Unités de service primaire	878 212	(2 092)	9 686	(6 253)	9 876		
Clients du service Internet	429 562	3 956	7 571	4 614	9 356	49,6	48,3
Clients du service de vidéo	307 606	(5 093)	270	(9 646)	(2 695)	35,5	37,6
Clients du service de téléphonie	141 044	(955)	1 845	(1 221)	3 215	16,3	16,4

(1) Exclut 251 379 unités de service primaire (130 404 clients du service Internet, 87 873 clients du service de vidéo et 33 102 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition de MetroCast, conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2018.

(2) En pourcentage des foyers câblés.

(3) Pour le premier trimestre de l'exercice 2019, le nombre de foyers câblés dans le secteur des Services à large bande américains a été ajusté à la hausse afin de refléter le nombre de foyers câblés non desservis dans des immeubles à logements multiples dans la zone de couverture, de sorte que le taux de pénétration en pourcentage des foyers câblés a également été ajusté en conséquence.

INTERNET

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 3 956 et à 4 614, respectivement, par rapport à 7 571 et à 9 356 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison des facteurs suivants :

- les connexions additionnelles liées à l'expansion en Floride et à la zone de couverture de MetroCast;
- l'intérêt soutenu de nos clients à l'égard des offres de services à haute vitesse;
- la croissance soutenue du nombre de clients des secteurs résidentiel et commercial; et
- l'intérêt soutenu à l'égard des forfaits de services; facteurs contrebalancés en partie par
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire.

Les ajouts nets pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 comprennent l'entrée en vigueur d'un important contrat résidentiel de gros en Floride.

VIDÉO

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 5 093 et à 9 646, respectivement, par rapport à des ajouts nets de 270 et à des pertes nettes de 2 695 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs suivants :

- les offres concurrentielles au sein du secteur;
- le changement des habitudes de consommation vidéo; et
- les déconnexions saisonnières dans les régions du Maine et du New Hampshire; facteurs contrebalancés en partie par
- l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo.

Les ajouts nets pour le deuxième trimestre de l'exercice 2018 comprennent l'entrée en vigueur d'un important contrat résidentiel de gros en Floride.

TÉLÉPHONIE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 955 et à 1 221, respectivement, par rapport à des ajouts nets de 1 845 et de 3 215 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison d'un recul dans le secteur résidentiel.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 28 février 2019, 52 % (54 % en 2018) des clients des Services à large bande américains étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande américains en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés s'établit comme suit : 48 % des clients sont abonnés à un seul service (46 % en 2018), 33 % à deux services (34 % en 2018) et 19 % à trois services (20 % en 2018).

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en résultent pour réduire l'endettement.

Les variations s'établissent comme suit :

	28 février 2019	31 août 2018 ⁽¹⁾	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59 387	84 725	(25 338)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	88 657	97 294	(8 637)	Liée aux créances clients et autres débiteurs de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par la croissance des produits conjuguée à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Impôts sur le résultat à recevoir	36 518	24 976	11 542	Principalement liée aux acomptes provisionnels versés au premier trimestre de l'exercice 2019 dans le secteur des Services à large bande canadiens.
Charges payées d'avance et autres	29 157	29 473	(316)	Non significative.
Instruments financiers dérivés	654	1 330	(676)	Non significative.
Actifs détenus en vue de la vente	716 747	—	716 747	Liée à l'entente en vue de la vente de la filiale des Services de TIC aux entreprises annoncée le 27 février 2019.
	931 120	237 798	693 322	
Passifs courants				
Endettement bancaire	36 314	5 949	30 365	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	179 862	302 806	(122 944)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	30 273	25 887	4 386	Non significative.
Passifs d'impôts sur le résultat	14 156	16 133	(1 977)	Liée aux acomptes provisionnels versés au premier trimestre de l'exercice 2019.
Passifs sur contrat et autres passifs	43 772	59 656	(15 884)	Liée aux passifs sur contrat et autres passifs de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassés dans les passifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	4 477	—	4 477	Liée à l'acquisition de FiberLight conclue le 3 octobre 2018.
Tranche courante de la dette à long terme	22 387	77 188	(54 801)	Principalement liée au remboursement des billets garantis de premier rang, série B, d'une valeur de 55 millions \$, échéant en octobre 2018, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs détenus en vue de la vente	54 414	—	54 414	Liée à l'entente en vue de la vente de la filiale des Services de TIC aux entreprises.
	385 655	487 619	(101 964)	
Fonds de roulement excédentaire (déficitaire)	545 465	(249 821)	795 286	

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	28 février 2019	31 août 2018 ⁽¹⁾	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	1 990 418	2 323 678	(333 260)	Liée aux immobilisations corporelles de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassées dans les actifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par l'acquisition de FiberLight au deuxième trimestre de l'exercice 2019 et par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	2 858 032	2 927 388	(69 356)	Liée aux immobilisations incorporelles de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui ont été reclassées dans les actifs détenus en vue de la vente et à la dotation à l'amortissement, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Goodwill	1 349 082	1 608 446	(259 364)	Liée au goodwill de la filiale des Services de TIC aux entreprises, qui a été reclassé dans les actifs détenus en vue de la vente, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Instruments financiers dérivés	16 215	33 797	(17 582)	Diminution de la juste valeur des conventions de swaps de taux d'intérêt liées à l'emprunt à terme B garanti de premier rang de 1,7 milliard \$ US émis dans le cadre de l'acquisition de MetroCast, en raison de la baisse du taux d'intérêt.
Passifs non courants				
Dettes à long terme	3 797 539	3 781 020	16 519	Principalement liée à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	348 807	336 442	12 365	Principalement liée à la hausse du bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(2) La participation ne donnant pas le contrôle représente une participation de 21 % de la CDPQ dans Atlantic Broadband, en vigueur depuis l'acquisition de MetroCast, le 4 janvier 2018.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 mars 2019. Se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/d'options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	33 927 635	940 493
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	951 412	
Options pouvant être exercées	378 987	

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2018, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2018, à l'exception de ce qui suit.

Le 4 décembre 2018, la Société a prolongé d'une année additionnelle l'échéance de sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$, soit jusqu'au 24 janvier 2024.

Au 28 février 2019, la Société avait utilisé 466,9 millions \$ de sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$, pour une disponibilité restante de 333,1 millions \$. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 197,5 millions \$ (150 millions \$ US), dont une tranche de 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) était utilisée au 28 février 2019 pour une disponibilité restante de 194,7 millions \$ (147,9 millions \$ US).

8.5 NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 28 février 2019	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débiteures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	BB-	SN	B1

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

8.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2019, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de la Société, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2019.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,175 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,987 % – 2,262 %	Juillet 2019 – novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 11,1 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 14,0 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisque la majeure partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de la Société ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements au 28 février 2019.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissements globaux	Élément couvert
Investissements nets	706 millions \$ US	992,1 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
s.o.	— £	22,9 millions £	s.o.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 28 février 2019 étaient de 1,3169 \$ pour un dollar américain (1,3055 \$ au 31 août 2018) et de 1,7484 \$ pour une livre sterling (1,6931 \$ au 31 août 2018). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait diminuer les autres éléments du résultat global d'approximativement 41,7 millions \$.

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2019 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains et des activités abandonnées s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les				Semestres clos les			
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3313	1,2595	0,07	5,7	1,3198	1,2574	0,06	5,0
Livre sterling par rapport au dollar canadien	1,7121	1,7290	(0,02)	(1,0)	1,7059	1,6964	0,01	0,6

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une dépréciation de 0,06 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour le semestre clos le 28 février 2019.

	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Données consolidées ⁽¹⁾
	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$
Semestre clos le 28 février 2019 (en milliers de dollars)			
Produits	—	24 157	24 157
Charges d'exploitation	752	13 097	13 860
Honoraires de gestion – Cogeco inc.			—
BAlIA ajusté	(752)	11 060	10 297
Acquisitions d'immobilisations corporelles	2 086	3 681	5 767
Flux de trésorerie disponibles			1 146

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les éliminations intersectorielles et autres ne sont pas présentées.

9. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 27 février 2019, Cogeco Communications a annoncé qu'elle avait conclu une entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1 inc., sa filiale des Services de TIC aux entreprises, à des sociétés affiliées de Digital Colony. La transaction, d'une valeur de 720 millions \$, devrait se conclure au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 et est soumise aux conditions de clôture habituelles.

Conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, la Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie de la filiale des Services de TIC aux entreprises pour la période considérée et l'exercice précédent. Les actifs et les passifs de la filiale des Services de TIC aux entreprises ont été reclassés au 28 février 2019 dans les actifs courants détenus en vue de la vente et dans les passifs courants détenus en vue de la vente, respectivement, puisque la vente de ces actifs et passifs devrait avoir lieu d'ici un an.

Le produit de la cession devrait être supérieur à la valeur comptable des actifs nets abandonnés, et par conséquent, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée lors du classement des activités de la filiale des Services de TIC aux entreprises détenues en vue de la vente.

Le tableau suivant présente la perte liée aux activités abandonnées.

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	66 155	69 147	(4,3)	132 813	138 137	(3,9)
Charges d'exploitation	50 228	49 790	0,9	99 194	99 017	0,2
BAlIA ajusté	15 927	19 357	(17,7)	33 619	39 120	(14,1)
Dotation aux amortissements	21 823	23 648	(7,7)	43 999	47 723	(7,8)
Charges financières	81	286	(71,7)	(529)	(451)	17,3
Perte avant impôts sur le résultat	(5 977)	(4 577)	30,6	(9 851)	(8 152)	20,8
Impôts sur le résultat	(608)	11 502	—	(860)	9 812	—
Perte de la période	(5 369)	(16 079)	(66,6)	(8 991)	(17 964)	(49,9)

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les produits ont diminué de 4,3 % et de 3,9 %, principalement en raison de la hausse du taux de désabonnement et des pressions concurrentielles continues sur les tarifs des services d'hébergement et de connectivité réseau.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, les charges d'exploitation ont augmenté de 0,9 % et de 0,2 %, respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- les coûts liés à la fermeture d'un centre de données;
- la hausse des coûts liés à la prestation de services et à l'obtention de licences en matière d'informatique en nuage; et
- l'augmentation des charges de rémunération; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des coûts de marketing attribuable au calendrier de certaines initiatives.

BAlIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, le BAlIA ajusté a diminué de 17,7 % et de 14,1 % en raison d'une diminution des produits, conjuguée à une augmentation des charges d'exploitation.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées.

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2019	28 février 2018	Variation	28 février 2019	28 février 2018	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 503	12 605	(16,7)	19 163	18 492	3,6
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 914)	(11 401)	(30,6)	(19 821)	(22 236)	(10,9)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	(15)	(3)	—	60	(39)	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités abandonnées	2 574	1 201	—	(598)	(3 783)	(84,2)

ACTIFS ET PASSIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le tableau suivant résume la valeur comptable des actifs et des passifs des activités abandonnées, classés comme détenus en vue de la vente au 28 février 2019.

<i>(en milliers de dollars)</i>	\$
Créances clients et autres débiteurs	20 745
Impôts sur le résultat à recevoir	3 158
Charges payées d'avance et autres	7 599
Immobilisations corporelles	352 483
Immobilisations incorporelles	49 376
Autres actifs	9 863
Goodwill	271 821
Actifs d'impôts différés	1 702
Actifs détenus en vue de la vente	716 747
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19 169
Provisions	34
Passifs d'impôts sur le résultat	12
Passifs sur contrat et autres passifs	23 182
Passifs d'impôts différés	12 017
Passifs détenus en vue de la vente	54 414

10. PROJECTIONS FINANCIÈRES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE 2019

Cogeco Communications a révisé ses projections financières pour l'exercice 2019 publiées le 31 octobre 2018 en tenant compte de l'annonce, le 27 février 2019, de l'entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1 inc., sa filiale des Services de TIC aux entreprises.

Le tableau qui suit présente les projections financières révisées consolidées de l'exercice 2019.

<i>(en millions de dollars, sauf les pourcentages)</i>	Projections révisées au 9 avril 2019 Exercice 2019 ⁽¹⁾	Données réelles Exercice 2018
	\$	\$
Projections financières		
Produits ⁽²⁾	Augmentation de 6 % à 8 %	2 147
BAlIA ajusté ⁽²⁾	Augmentation de 8 % à 10 %	1 007
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽³⁾	450 \$ à 470 \$	458
Intensité du capital	20 % à 21 %	21,3 %
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	Augmentation de 38 % à 45 %	302

(1) Les projections financières pour l'exercice 2019 sont fondées sur le taux de change réel pour l'exercice 2018, soit de 1,28 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) L'incidence de l'intégration des résultats d'exploitation de MetroCast pour un exercice complet, combinée à l'acquisition d'un réseau de fibre et des actifs connexes de FiberLight, LLC, conclue le 1^{er} octobre 2018, représente environ 5 % de la croissance des produits et 6 % de la croissance du BAlIA ajusté.

(3) La définition des acquisitions d'immobilisations corporelles exclut les acquisitions de licences de spectre.

(4) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 12 %.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 28 février 2019 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2019.

12. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2018, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2018, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 28 février 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a lancé une consultation publique visant à examiner les services sans fil mobiles au Canada. Dans le cadre de cette instance, le CRTC se penchera sur trois principaux domaines : i) la concurrence sur le marché de détail des services sans fil, ii) le cadre réglementaire actuel des services sans fil mobiles de gros, avec un accent sur l'accès des exploitants de réseaux mobiles virtuels (les « ERMV ») à ce marché, et iii) l'avenir des services sans fil mobiles au Canada, avec un accent sur la réduction des obstacles au déploiement de l'infrastructure. Le CRTC est préoccupé par la concentration du marché des services sans fil mobiles, qui demeure élevée. Dans le but de protéger les intérêts des utilisateurs et de promouvoir les objectifs réglementaires de la *Loi sur les télécommunications*, le CRTC a déterminé, à titre préliminaire, dans cet avis de consultation, qu'il serait approprié d'exiger que les entreprises nationales de services sans fil au Canada (Bell Mobilité, Rogers Communications et Telus Communications) fournissent un accès de gros aux ERMV à la suite de la présente instance. Le CRTC recevra les observations initiales le 15 mai 2019 puis tiendra une audience publique prévue pour le 13 janvier 2020. Une décision devrait être rendue au milieu de 2020.

13. MÉTHODES COMPTABLES

13.1 CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9, Instruments financiers

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les lignes directrices d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 comprend des exigences relatives au classement et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. La Société a adopté IFRS 9 de façon rétrospective.

La Société applique la méthode des pertes de crédit attendues selon IFRS 9 pour estimer la provision pour pertes de crédit attendues sur ses actifs financiers. La Société a choisi de continuer d'appliquer les exigences relatives à la comptabilité de couverture d'IAS 39.

L'adoption d'IFRS 9 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, selon l'approche rétrospective intégrale. IFRS 15 établit les principes de présentation de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie tirés des contrats d'une entité avec des clients. Cette norme prévoit un modèle unique en cinq étapes de comptabilisation des produits des activités ordinaires en vue de présenter le transfert des biens ou services promis aux clients, selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces biens et services. IFRS 15 fournit également des directives sur le traitement des coûts engagés pour l'obtention ou l'exécution d'un contrat. De plus, IFRS 15 exige la présentation de renseignements supplémentaires au sujet des produits de la Société dans les états financiers consolidés. IFRS 15 remplace les normes suivantes : IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*.

L'adoption d'IFRS 15 a une incidence sur les frais d'installation initiaux non remboursables qui sont facturés à la clientèle résidentielle des services à large bande. Les produits sont ainsi différés et amortis sur la période au cours de laquelle les frais demeurent significatifs pour le client, ce qui correspond à une période de six mois selon l'estimation de la Société. L'estimation devait tenir compte de facteurs quantitatifs et qualitatifs, dont les frais d'installation moyens, les produits moyens par client et le comportement des clients, entre autres. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais d'installation étaient différés et amortis dans les produits au fur et à mesure que les produits des services connexes étaient gagnés, ce qui correspondait à la durée de vie moyenne de l'abonnement d'un client pour les services à large bande.

L'adoption d'IFRS 15 a également eu une incidence sur les états financiers consolidés à l'égard de l'inscription à l'actif des coûts engagés pour l'obtention d'un contrat. Les coûts engagés pour l'obtention d'un contrat (comme les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients) sont comptabilisés à titre d'actif et au titre des charges d'exploitation sur la durée pendant laquelle un client devrait continuer d'être un client de la Société. Avant l'adoption d'IFRS 15, les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles en ce qui concerne les contrats d'une durée de plus de un an, et étaient amortis sur la durée de l'entente. Pour les contrats dont la durée est inférieure à un an, ces coûts étaient comptabilisés au titre des charges d'exploitation lorsqu'ils étaient engagés.

Les frais initiaux que la Société verse aux immeubles à logements multiples, par exemple aux syndicats des copropriétaires, dans le but d'avoir accès aux résidents de ces immeubles pour leur offrir des services sont différés à titre de coûts du contrat dans les autres actifs et sont comptabilisés sur la durée du contrat en tant que diminution des produits. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais étaient inscrits aux immobilisations corporelles et étaient comptabilisés dans la dotation aux amortissements, sur la durée du contrat.

RECLASSEMENT DES COÛTS DE REBRANCHEMENT

À la suite d'une analyse approfondie de tous les coûts des contrats découlant de l'adoption d'IFRS 15, la Société a examiné les coûts de rebranchement et d'activation de services additionnels (les « coûts de rebranchement ») générés par l'activité de rebranchement des clients. En raison des changements technologiques importants survenus au fil du temps à l'égard des activités nécessaires au rebranchement des clients, la Société a déterminé que les coûts de rebranchement sont engagés pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements à l'abonné en vue de leur utilisation prévue et à l'intérieur des paramètres requis. Ainsi, les coûts de rebranchement sont directement attribuables à la mise en état des équipements à l'abonné afin de permettre leur exploitation de la manière prévue.

Par conséquent, la Société a changé de méthode comptable pour les coûts de rebranchement, ceux-ci étant maintenant comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles et amortis sur la durée de vie utile prévue des équipements à l'abonné. Auparavant, les coûts de rebranchement étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles jusqu'à concurrence d'un montant maximal n'excédant pas les produits générés par l'activité de rebranchement et ils étaient amortis sur la durée de vie moyenne d'abonnement d'un client, sans dépasser huit ans.

La Société est d'avis que ce changement de méthode comptable reflétera mieux la nature actuelle des coûts de rebranchement.

INCIDENCES DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES SUR LES CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les changements des méthodes comptables mentionnés ci-dessus ont été appliqués de façon rétrospective et, par conséquent, la Société a modifié ses chiffres correspondants pour les périodes closes le 28 février 2018 et l'exercice clos le 31 août 2018, ainsi que pour l'état de la situation financière d'ouverture aux 1^{er} septembre 2017 et 2018. L'incidence de l'adoption de ces méthodes comptables sur les états financiers consolidés de la Société est détaillée à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

14. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non conforme aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; Ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie; - impôts sur le résultat payés; - charges financières payées; Déduire : - impôts exigibles; - charges financières; - acquisition d'immobilisations corporelles.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté(e) à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : - bénéfice de la période lié aux activités poursuivies; Ajouter : - impôts sur le résultat; - charges financières; - dotation aux amortissements; - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition. Marge du BAIIA ajusté : - BAIIA ajusté; Diviser par : - produits.	Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies Aucune mesure comparable selon les normes IFRS
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les taux de change moyens au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2018 étaient de 1,2595 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,2574 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : - acquisition d'immobilisations corporelles Diviser par : - produits.	Aucune mesure comparable selon les normes IFRS

14.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	199 462	198 720	298 458	198 237
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 183	9 489	4 321	11 656
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	17 977	(29 933)	111 725	61 621
Impôts sur le résultat payés	20 310	36 835	46 302	132 992
Impôts exigibles	(17 570)	(25 135)	(29 602)	(47 567)
Charges financières payées	42 131	28 465	87 908	69 079
Charges financières	(46 413)	(47 267)	(92 972)	(77 486)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(92 773)	(112 378)	(193 330)	(196 829)
Flux de trésorerie disponibles	125 307	58 796	232 810	151 703

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

14.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	86 128	159 912	164 934	238 183
Impôts sur le résultat	23 998	(80 867)	41 034	(54 352)
Charges financières	46 413	47 267	92 972	77 486
Dotation aux amortissements	120 291	106 159	240 028	197 766
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	3 722	15 999	9 435	16 391
BAIIA ajusté	280 552	248 470	548 403	475 474
Produits	584 129	529 855	1 160 802	1 014 141
Marge du BAIIA ajusté	48,0 %	46,9 %	47,2 %	46,9 %

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

14.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾	28 février 2019	28 février 2018 ⁽¹⁾
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles	92 773	112 378	193 330	196 829
Produits	584 129	529 855	1 160 802	1 014 141
Intensité du capital	15,9 %	21,2 %	16,7 %	19,4 %

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable, ainsi que pour reclasser les résultats du secteur des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter aux rubriques « Méthodes comptables » et « Activités abandonnées ».

15. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	les 28 février		les 30 novembre		les 31 août		les 31 mai	
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)</i>	2019	2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	2018⁽²⁾	2017 ⁽¹⁾⁽²⁾	2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	2017	2018 ⁽¹⁾⁽²⁾	2017
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Opérations								
Produits	584 129	529 855	576 673	484 286	566 184	551 728	567 079	565 158
BAlIA ajusté	280 552	248 470	267 851	227 004	263 411	247 195	267 933	254 233
Marge du BAlIA ajusté	48,0 %	46,9 %	46,4 %	46,9 %	46,5 %	44,8 %	47,2 %	45,0 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	3 722	15 999	5 713	392	1 677	3 191	2 260	—
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	86 128	159 912	78 806	78 271	75 870	—	70 525	—
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(5 369)	(16 079)	(3 622)	(1 885)	(1 052)	—	(5 365)	—
Bénéfice de la période	80 759	143 833	75 184	76 386	74 818	71 335	65 160	76 203
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	76 349	140 921	70 170	76 386	71 701	71 335	61 825	76 203
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	199 462	198 720	98 996	(483)	255 438	345 957	167 073	241 689
Acquisitions d'immobilisations corporelles	92 773	112 378	100 557	84 451	162 319	145 162	98 660	100 202
Flux de trésorerie disponibles	125 307	58 796	107 503	92 907	47 739	50 841	102 408	104 728
Intensité du capital	15,9 %	21,2 %	17,4 %	17,4 %	28,7 %	26,3 %	17,4 %	17,7 %
Bénéfice (perte) par action⁽³⁾								
De base								
Lié(e) aux activités poursuivies	1,65	3,19	1,50	1,59	1,48	—	1,36	—
Lié(e) aux activités abandonnées	(0,11)	(0,33)	(0,07)	(0,04)	(0,02)	—	(0,11)	—
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,55	2,86	1,42	1,55	1,45	1,45	1,25	1,55
Dilué(e)								
Lié(e) aux activités poursuivies	1,64	3,16	1,49	1,57	1,47	—	1,35	—
Lié(e) aux activités abandonnées	(0,11)	(0,33)	(0,07)	(0,04)	(0,02)	—	(0,11)	—
Lié(e) aux activités poursuivies et abandonnées	1,53	2,83	1,41	1,53	1,44	1,44	1,24	1,54
Dividendes par action	0,525	0,475	0,525	0,475	0,475	0,43	0,475	0,43

(1) Les données de l'exercice 2018 ont été retraitées pour les rendre conformes à IFRS 15 et pour refléter un changement de méthode comptable. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(2) Les résultats ont été retraités pour reclasser les résultats de la filiale des Services de TIC aux entreprises à titre d'activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Activités abandonnées ».

(3) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

15.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, dans l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, les régions de Miami, du New Hampshire et du Maine sont également assujetties à des variations saisonnières attribuables à l'hiver et à l'été.

16. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 9 avril 2019. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Louis Audet

Louis Audet
Président exécutif du conseil d'administration

/s/ Philippe Jetté

Philippe Jetté
Président et chef de la direction

Cogeco Communications inc.
Montréal (Québec)
Le 9 avril 2019



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	Notes	2019	2018	2019	2018
		\$	\$	\$	\$
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>					
			<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>
Produits	3	584 129	529 855	1 160 802	1 014 141
Charges d'exploitation	7	298 676	276 275	602 703	528 829
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	18	4 901	5 110	9 696	9 838
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4	3 722	15 999	9 435	16 391
Dotation aux amortissements	8	120 291	106 159	240 028	197 766
Charges financières	9	46 413	47 267	92 972	77 486
Bénéfice avant impôts sur le résultat		110 126	79 045	205 968	183 831
Impôts sur le résultat	10	23 998	(80 867)	41 034	(54 352)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		86 128	159 912	164 934	238 183
Perte de la période liée aux activités abandonnées	6	(5 369)	(16 079)	(8 991)	(17 964)
Bénéfice de la période		80 759	143 833	155 943	220 219
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		76 349	140 921	146 519	217 307
Participations ne donnant pas le contrôle		4 410	2 912	9 424	2 912
		80 759	143 833	155 943	220 219
Bénéfice (perte) par action					
De base	11				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		1,65	3,19	3,15	4,77
Perte de la période liée aux activités abandonnées		(0,11)	(0,33)	(0,18)	(0,36)
Bénéfice de la période		1,55	2,86	2,97	4,41
Dilué(e)	11				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		1,64	3,16	3,13	4,73
Perte de la période liée aux activités abandonnées		(0,11)	(0,33)	(0,18)	(0,36)
Bénéfice de la période		1,53	2,83	2,95	4,37

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	80 759	143 833	155 943	220 219
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(21 021)	24 933	(18 288)	28 940
Impôts sur le résultat connexes	5 572	(6 559)	4 847	(7 542)
	(15 449)	18 374	(13 441)	21 398
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(16 759)	11 257	15 324	34 633
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	9 289	(4 658)	(7 982)	(21 266)
Impôts sur le résultat connexes	—	65	—	369
	(7 470)	6 664	7 342	13 736
	(22 919)	25 038	(6 099)	35 134
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	(1 807)	1 187	(2 889)	2 194
Impôts sur le résultat connexes	479	(314)	766	(581)
	(1 328)	873	(2 123)	1 613
	(24 247)	25 911	(8 222)	36 747
Résultat global de la période	56 512	169 744	147 721	256 966
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	55 630	159 952	135 356	247 174
Participations ne donnant pas le contrôle	882	9 792	12 365	9 792
	56 512	169 744	147 721	256 966

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société						
	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	(Note 13)		(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)
			(Note 14)			
Solde au 31 août 2017	1 017 636	13 086	76 635	517 781	—	1 625 138
Bénéfice de la période	—	—	—	217 307	2 912	220 219
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	28 254	1 613	6 880	36 747
Résultat global de la période	—	—	28 254	218 920	9 792	256 966
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	3 075	—	—	—	—	3 075
Rémunération fondée sur des actions	—	3 502	—	—	—	3 502
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	508	(508)	—	—	—	—
Dividendes (Note 13 C))	—	—	—	(46 858)	—	(46 858)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	74 988	(74 988)	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(9 352)	—	—	—	—	(9 352)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	4 572	(4 453)	—	(119)	—	—
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction	—	—	—	—	389 047	389 047
Total des apports (distributions) aux actionnaires	(1 197)	(1 459)	—	28 011	314 059	339 414
Solde au 28 février 2018	1 016 439	11 627	104 889	764 712	323 851	2 221 518
Solde au 31 août 2018	1 017 172	15 260	113 774	850 963	336 442	2 333 611
Bénéfice de la période	—	—	—	146 519	9 424	155 943
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(9 040)	(2 123)	2 941	(8 222)
Résultat global de la période	—	—	(9 040)	144 396	12 365	147 721
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	1 289	—	—	—	—	1 289
Rémunération fondée sur des actions	—	3 471	—	—	—	3 471
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	294	(294)	—	—	—	—
Dividendes (Note 13 C))	—	—	—	(51 849)	—	(51 849)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	3 820	(3 492)	—	(328)	—	—
Total des apports (distributions) aux actionnaires	5 403	(315)	—	(52 177)	—	(47 089)
Solde au 28 février 2019	1 022 575	14 945	104 734	943 182	348 807	2 434 243

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	28 février 2019	31 août 2018	1 ^{er} septembre 2017
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$	\$
			<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		59 387	84 725	211 185
Placements à court terme		—	—	54 000
Créances clients et autres débiteurs		88 657	97 294	90 387
Impôts sur le résultat à recevoir		36 518	24 976	4 210
Charges payées d'avance et autres		29 157	29 473	20 763
Instrument financier dérivé		654	1 330	98
Actifs détenus en vue de la vente	6	716 747	—	—
		931 120	237 798	380 643
Actifs non courants				
Autres actifs		35 760	42 677	35 934
Immobilisations corporelles		1 990 418	2 323 678	1 970 862
Immobilisations incorporelles		2 858 032	2 927 388	1 936 765
Goodwill		1 349 082	1 608 446	1 023 424
Instruments financiers dérivés		16 215	33 797	759
Actifs relatifs aux régimes de retraite		—	594	—
Actifs d'impôts différés		4 513	5 665	10 918
		7 185 140	7 180 043	5 359 305
Passif et capitaux propres				
Passif				
Passifs courants				
Endettement bancaire		36 314	5 949	3 801
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		179 862	302 806	316 762
Provisions		30 273	25 887	23 010
Passifs d'impôts sur le résultat		14 156	16 133	103 649
Passifs sur contrat et autres passifs		43 772	59 656	76 667
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		4 477	—	118
Instruments financiers dérivés		—	—	192
Tranche courante de la dette à long terme	12	22 387	77 188	131 915
Passifs détenus en vue de la vente	6	54 414	—	—
		385 655	487 619	656 114
Passifs non courants				
Dette à long terme	12	3 797 539	3 781 020	2 444 518
Passifs sur contrat et autres passifs		10 990	20 125	12 992
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		6 443	2 784	4 934
Passifs d'impôts différés		550 270	554 884	615 609
		4 750 897	4 846 432	3 734 167
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				
Capital social	13 B)	1 022 575	1 017 172	1 017 636
Réserve de rémunération fondée sur des actions		14 945	15 260	13 086
Cumul des autres éléments du résultat global	14	104 734	113 774	76 635
Bénéfices non distribués		943 182	850 963	517 781
		2 085 436	1 997 169	1 625 138
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				
		348 807	336 442	—
		2 434 243	2 333 611	1 625 138
		7 185 140	7 180 043	5 359 305

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

	Notes	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
		2019	2018	2019	2018
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$	\$	\$
		<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies		86 128	159 912	164 934	238 183
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements	8	120 291	106 159	240 028	197 766
Charges financières	9	46 413	47 267	92 972	77 486
Impôts sur le résultat	10	23 998	(80 867)	41 034	(54 352)
Rémunération fondée sur des actions	13 D)	2 427	953	4 130	2 746
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		288	401	710	774
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		335	262	585	(674)
		279 880	234 087	544 393	461 929
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	15 A)	(17 977)	29 933	(111 725)	(61 621)
Charges financières payées		(42 131)	(28 465)	(87 908)	(69 079)
Impôts sur le résultat payés		(20 310)	(36 835)	(46 302)	(132 992)
		199 462	198 720	298 458	198 237
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(92 773)	(112 378)	(193 330)	(196 829)
Rachat d'un placement à court terme		—	—	—	20 000
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	5	—	(1 762 157)	(38 876)	(1 762 157)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		832	486	1 195	1 037
		(91 941)	(1 874 049)	(231 011)	(1 937 949)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		28 907	(24 583)	30 365	577
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		(118 083)	9 369	(3 921)	908
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction		—	2 082 408	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme		(5 587)	(705 067)	(66 240)	(712 056)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises		(655)	—	(655)	(118)
Augmentation des coûts de transaction différés		(432)	(3 168)	(432)	(3 168)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	13 B)	745	519	1 289	3 075
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés		—	389 047	—	389 047
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	13 B)	—	—	—	(9 352)
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	13 C)	(8 238)	(7 454)	(16 476)	(14 907)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	13 C)	(17 690)	(15 956)	(35 373)	(31 951)
		(121 033)	1 725 115	(91 443)	1 704 463
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère		(568)	423	(744)	1 497
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies		(14 080)	50 209	(24 740)	(33 752)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	6	2 574	1 201	(598)	(3 783)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		70 893	122 240	84 725	211 185
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		59 387	173 650	59 387	173 650

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de communications. Au Canada, elle exerce ses activités sous le nom Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et sur la côte Est des États-Unis, sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États, du Maine jusqu'en Floride). Cogeco Communications fournit aux clientèles résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1, Cogeco Communications fournit à la clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, informatique en nuage et services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network® et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe. Le 27 février 2019, la Société a annoncé qu'elle a conclu une entente en vue de la vente de sa filiale Cogeco Peer 1 (voir Note 6).

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,6 % des actions de participation de la Société, représentant 82,2 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société publique canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2018.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2018, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Certains chiffres correspondants ont été retraités pour rendre leur présentation conforme à l'application rétrospective des méthodes comptables nouvellement adoptées (Note 2) et pour faire la distinction de l'incidence des activités abandonnées par rapport aux activités poursuivies (Note 6). Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients du service d'Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité économique liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, à l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, les régions de Miami, du New Hampshire et du Maine sont également assujetties à des variations saisonnières.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 9 avril 2019.

2. CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 9, Instruments financiers

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les lignes directrices d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 comprend des exigences relatives au classement et à l'évaluation, à la dépréciation, à la décomptabilisation et au modèle général de comptabilité de couverture. La Société a adopté IFRS 9 de façon rétrospective.

La Société applique la méthode des pertes de crédit attendues selon IFRS 9 pour estimer la provision pour pertes de crédit attendues sur ses actifs financiers. La Société a opté de continuer d'appliquer les exigences relatives à la comptabilité de couverture d'IAS 39.

L'adoption d'IFRS 9 n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le 1^{er} septembre 2018, la Société a adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, selon l'approche rétrospective intégrale. IFRS 15 établit les principes de présentation de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie tirés des contrats d'une entité avec des clients. Cette norme prévoit un modèle unique en cinq étapes de comptabilisation des produits des activités ordinaires en vue de présenter le transfert des biens ou services promis aux clients, selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces biens et services. IFRS 15 fournit également des directives sur le traitement des coûts engagés pour l'obtention ou l'exécution d'un contrat. De plus, IFRS 15 exige la présentation de renseignements supplémentaires au sujet des produits de la Société dans les états financiers consolidés. IFRS 15 remplace les normes suivantes : IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*.

L'adoption d'IFRS 15 a une incidence sur les frais d'installation initiaux non remboursables qui sont facturés à la clientèle résidentielle des services à large bande. Les produits sont ainsi différés et amortis sur la période au cours de laquelle les frais demeurent significatifs pour le client, ce qui correspond à une période de six mois selon l'estimation de la Société. L'estimation devait tenir compte de facteurs quantitatifs et qualitatifs, dont les frais d'installation moyens, les produits moyens par client et le comportement des clients, entre autres. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais d'installation étaient différés et amortis dans les produits au fur et à mesure que les produits des services connexes étaient gagnés, ce qui correspondait à la durée de vie moyenne de l'abonnement d'un client pour les services à large bande.

L'adoption d'IFRS 15 a également eu une incidence sur les états financiers consolidés à l'égard de l'inscription à l'actif des coûts engagés pour l'obtention d'un contrat. Les coûts engagés pour l'obtention d'un contrat (comme les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients) sont comptabilisés à titre d'actif et au titre des charges d'exploitation sur la durée pendant laquelle un client devrait continuer d'être un client de la Société. Avant l'adoption d'IFRS 15, les coûts directs et marginaux liés à l'acquisition de clients étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles en ce qui concerne les contrats d'une durée de plus de un an, et étaient amortis sur la durée de l'entente. Pour les contrats dont la durée est inférieure à un an, ces coûts étaient comptabilisés au titre des charges d'exploitation lorsqu'ils étaient engagés.

Les frais initiaux que la Société verse aux immeubles à logements multiples, par exemple aux syndicats des copropriétaires, dans le but d'avoir accès aux résidents de ces immeubles pour leur offrir des services sont différés à titre de coûts du contrat dans les autres actifs et sont comptabilisés sur la durée du contrat en tant que diminution des produits. Avant l'adoption d'IFRS 15, ces frais étaient inscrits aux immobilisations corporelles et étaient comptabilisés dans la dotation aux amortissements, sur la durée du contrat.

RECLASSEMENT DES COÛTS DE REBRANCHEMENT

À la suite d'une analyse approfondie de tous les coûts des contrats découlant de l'adoption d'IFRS 15, la Société a examiné les coûts de rebranchement et d'activation de services additionnels (les « coûts de rebranchement ») générés par l'activité de rebranchement des clients. En raison des changements technologiques importants survenus au fil du temps à l'égard des activités nécessaires au rebranchement des clients, la Société a déterminé que les coûts de rebranchement sont engagés pour s'assurer du bon fonctionnement des équipements à l'abonné en vue de leur utilisation prévue et à l'intérieur des paramètres requis. Ainsi, les coûts de rebranchement sont directement attribuables à la mise en état des équipements à l'abonné afin de permettre leur exploitation de la manière prévue.

Par conséquent, la Société a changé de méthode comptable pour les coûts de rebranchement, ceux-ci étant maintenant comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles et amortis sur la durée de vie utile prévue des équipements à l'abonné. Auparavant, les coûts de rebranchement étaient inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles jusqu'à concurrence d'un montant maximal n'excédant pas les produits générés par l'activité de rebranchement et ils étaient amortis sur la durée de vie moyenne d'abonnement d'un client, sans dépasser huit ans.

La Société est d'avis que ce changement de méthode comptable reflétera mieux la nature actuelle des coûts de rebranchement.

INCIDENCES DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES SUR LES CHIFFRES CORRESPONDANTS

Les changements des méthodes comptables mentionnés ci-dessus ont été appliqués de façon rétrospective et, par conséquent, la Société a modifié ses chiffres correspondants pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2018 et pour l'exercice clos le 31 août 2018, ainsi que pour l'état consolidé de la situation financière aux 31 août 2018 et 1^{er} septembre 2017. L'incidence de l'adoption de ces méthodes comptables sur les états financiers consolidés de la Société est détaillée ci-après.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Trois mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté \$	Incidence d'IFRS 15 \$	Incidence du reclassement \$	Actuellement présenté \$
Produits	529 791	64	—	529 855
Charges d'exploitation	277 339	(37)	(1 027)	276 275
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	5 110	—	—	5 110
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	15 999	—	—	15 999
Dotation aux amortissements	105 538	(653)	1 274	106 159
Charges financières	47 267	—	—	47 267
Bénéfice avant impôts sur le résultat	78 538	754	(247)	79 045
Impôts sur le résultat	(79 304)	(1 498)	(65)	(80 867)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	157 842	2 252	(182)	159 912
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(16 079)	—	—	(16 079)
Bénéfice de la période	141 763	2 252	(182)	143 833
Bénéfice de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	138 887	2 212	(178)	140 921
Participations ne donnant pas le contrôle	2 876	40	(4)	2 912
	141 763	2 252	(182)	143 833
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	3,14			3,19
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,33)			(0,33)
Bénéfice de la période	2,82			2,86
Dilué(e)				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	3,12			3,16
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,33)			(0,33)
Bénéfice de la période	2,79			2,83

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Six mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Produits	1 014 426	(285)	—	1 014 141
Charges d'exploitation	530 885	226	(2 282)	528 829
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	9 838	—	—	9 838
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	16 391	—	—	16 391
Dotation aux amortissements	196 415	(1 267)	2 618	197 766
Charges financières	77 486	—	—	77 486
Bénéfice avant impôts sur le résultat	183 411	756	(336)	183 831
Impôts sur le résultat	(52 785)	(1 478)	(89)	(54 352)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	236 196	2 234	(247)	238 183
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(17 964)	—	—	(17 964)
Bénéfice de la période	218 232	2 234	(247)	220 219
Bénéfice de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	215 356	2 194	(243)	217 307
Participations ne donnant pas le contrôle	2 876	40	(4)	2 912
	218 232	2 234	(247)	220 219
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	4,73			4,77
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,36)			(0,36)
Bénéfice de la période	4,37			4,41
Dilué(e)				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	4,69			4,73
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,36)			(0,36)
Bénéfice de la période	4,33			4,37

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Exercice clos le 31 août 2018	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Produits	2 147 597	(193)	—	2 147 404
Charges d'exploitation	1 126 723	(619)	(4 479)	1 121 625
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	18 961	—	—	18 961
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	20 328	—	—	20 328
Dotation aux amortissements	431 598	(2 827)	4 883	433 654
Charges financières	185 456	—	—	185 456
Bénéfice avant impôts sur le résultat	364 531	3 253	(404)	367 380
Impôts sur le résultat	(16 191)	(1 129)	122	(17 198)
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	380 722	4 382	(526)	384 578
Perte de l'exercice liée aux activités abandonnées	(24 381)	—	—	(24 381)
Bénéfice de l'exercice	356 341	4 382	(526)	360 197
Bénéfice de l'exercice attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	347 150	4 185	(502)	350 833
Participations ne donnant pas le contrôle	9 191	197	(24)	9 364
	356 341	4 382	(526)	360 197
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	7,54			7,61
Perte de l'exercice liée aux activités abandonnées	(0,49)			(0,49)
Bénéfice de l'exercice	7,04			7,12
Dilué(e)				
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	7,48			7,55
Perte de l'exercice liée aux activités abandonnées	(0,49)			(0,49)
Bénéfice de l'exercice	6,98			7,06

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 août 2018	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	84 725	—	—	84 725
Créances clients et autres débiteurs	97 294	—	—	97 294
Impôts sur le résultat à recevoir	24 976	—	—	24 976
Charges payées d'avance et autres	29 473	—	—	29 473
Instrument financier dérivé	1 330	—	—	1 330
	237 798	—	—	237 798
Actifs non courants				
Autres actifs	7 349	35 328	—	42 677
Immobilisations corporelles	2 302 676	(8 692)	29 694	2 323 678
Immobilisations incorporelles	2 971 088	(16 801)	(26 899)	2 927 388
Goodwill	1 608 446	—	—	1 608 446
Instruments financiers dérivés	33 797	—	—	33 797
Actifs relatifs aux régimes de retraite	594	—	—	594
Actifs d'impôts différés	5 665	—	—	5 665
	7 167 413	9 835	2 795	7 180 043
Passif et capitaux propres				
Passif				
Passifs courants				
Endettement bancaire	5 949	—	—	5 949
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	302 806	—	—	302 806
Provisions	25 887	—	—	25 887
Passifs d'impôts sur le résultat	16 133	—	—	16 133
Passifs sur contrat et autres passifs	67 699	(8 043)	—	59 656
Tranche courante de la dette à long terme	77 188	—	—	77 188
	495 662	(8 043)	—	487 619
Passifs non courants				
Dette à long terme	3 781 020	—	—	3 781 020
Passifs sur contrat et autres passifs	40 560	(20 435)	—	20 125
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	2 784	—	—	2 784
Passifs d'impôts différés	543 856	10 079	949	554 884
	4 863 882	(18 399)	949	4 846 432
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				
Capital social	1 017 172	—	—	1 017 172
Réserve de rémunération fondée sur des actions	15 260	—	—	15 260
Cumul des autres éléments du résultat global	113 500	274	—	113 774
Bénéfices non distribués	821 409	27 708	1 846	850 963
	1 967 341	27 982	1 846	1 997 169
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				
	336 190	252	—	336 442
	2 303 531	28 234	1 846	2 333 611
	7 167 413	9 835	2 795	7 180 043

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Au 1 ^{er} septembre 2017	Précédemment présenté	Incidence d'IFRS 15	Incidence du reclassement	Actuellement présenté
	\$	\$	\$	\$
Actif				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	211 185	—	—	211 185
Placements à court terme	54 000	—	—	54 000
Créances clients et autres débiteurs	90 387	—	—	90 387
Impôts sur le résultat à recevoir	4 210	—	—	4 210
Charges payées d'avance et autres	20 763	—	—	20 763
Instrument financier dérivé	98	—	—	98
	380 643	—	—	380 643
Actifs non courants				
Autres actifs	7 095	28 839	—	35 934
Immobilisations corporelles	1 947 239	(6 258)	29 881	1 970 862
Immobilisations incorporelles	1 978 302	(14 850)	(26 687)	1 936 765
Goodwill	1 023 424	—	—	1 023 424
Instruments financiers dérivés	759	—	—	759
Actifs d'impôts différés	10 918	—	—	10 918
	5 348 380	7 731	3 194	5 359 305
Passif et capitaux propres				
Passif				
Passifs courants				
Endettement bancaire	3 801	—	—	3 801
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	316 762	—	—	316 762
Provisions	23 010	—	—	23 010
Passifs d'impôts sur le résultat	103 649	—	—	103 649
Passifs sur contrat et autres passifs	85 005	(8 338)	—	76 667
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	118	—	—	118
Instruments financiers dérivés	192	—	—	192
Tranche courante de la dette à long terme	131 915	—	—	131 915
	664 452	(8 338)	—	656 114
Passifs non courants				
Dette à long terme	2 444 518	—	—	2 444 518
Passifs sur contrat et autres passifs	31 462	(18 470)	—	12 992
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	4 934	—	—	4 934
Passifs d'impôts différés	603 747	11 016	846	615 609
	3 749 113	(15 792)	846	3 734 167
Capitaux propres				
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société				
Capital social	1 017 636	—	—	1 017 636
Réserve de rémunération fondée sur des actions	13 086	—	—	13 086
Cumul des autres éléments du résultat global	76 635	—	—	76 635
Bénéfices non distribués	491 910	23 523	2 348	517 781
	1 599 267	23 523	2 348	1 625 138
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				
	—	—	—	—
	1 599 267	23 523	2 348	1 625 138
	5 348 380	7 731	3 194	5 359 305

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trois mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté \$	Incidence d'IFRS 15 \$	Incidence du reclassement \$	Actuellement présenté \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	157 842	2 252	(182)	159 912
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	105 538	(653)	1 274	106 159
Charges financières	47 267	—	—	47 267
Impôts sur le résultat	(79 304)	(1 498)	(65)	(80 867)
Rémunération fondée sur des actions	953	—	—	953
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	401	—	—	401
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	262	—	—	262
	232 959	101	1 027	234 087
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	32 732	(2 799)	—	29 933
Charges financières payées	(28 465)	—	—	(28 465)
Impôts sur le résultat payés	(36 835)	—	—	(36 835)
	200 391	(2 698)	1 027	198 720
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(110 589)	1 962	(3 751)	(112 378)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(3 460)	736	2 724	—
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1 762 157)	—	—	(1 762 157)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	486	—	—	486
	(1 875 720)	2 698	(1 027)	(1 874 049)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Diminution de l'endettement bancaire	(24 583)	—	—	(24 583)
Augmentation nette des facilités renouvelables	9 369	—	—	9 369
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	2 082 408	—	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme	(705 067)	—	—	(705 067)
Augmentation des coûts de transaction différés	(3 168)	—	—	(3 168)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	519	—	—	519
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés	389 047	—	—	389 047
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	(7 454)	—	—	(7 454)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	(15 956)	—	—	(15 956)
	1 725 115	—	—	1 725 115
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère	423	—	—	423
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	50 209	—	—	50 209
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	1 201	—	—	1 201
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	122 240	—	—	122 240
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	173 650	—	—	173 650

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Six mois clos le 28 février 2018	Précédemment présenté \$	Incidence d'IFRS 15 \$	Incidence du reclassement \$	Actuellement présenté \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	236 196	2 234	(247)	238 183
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	196 415	(1 267)	2 618	197 766
Charges financières	77 486	—	—	77 486
Impôts sur le résultat	(52 785)	(1 478)	(89)	(54 352)
Rémunération fondée sur des actions	2 746	—	—	2 746
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	774	—	—	774
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	(674)	—	—	(674)
	460 158	(511)	2 282	461 929
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(58 304)	(3 317)	—	(61 621)
Charges financières payées	(69 079)	—	—	(69 079)
Impôts sur le résultat payés	(132 992)	—	—	(132 992)
	199 783	(3 828)	2 282	198 237
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(191 070)	2 323	(8 082)	(196 829)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(7 305)	1 505	5 800	—
Rachat d'un placement à court terme	20 000	—	—	20 000
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1 762 157)	—	—	(1 762 157)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	1 037	—	—	1 037
	(1 939 495)	3 828	(2 282)	(1 937 949)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation de l'endettement bancaire	577	—	—	577
Augmentation nette des facilités renouvelables	908	—	—	908
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	2 082 408	—	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme	(712 056)	—	—	(712 056)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(118)	—	—	(118)
Augmentation des coûts de transaction différés	(3 168)	—	—	(3 168)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	3 075	—	—	3 075
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés	389 047	—	—	389 047
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(9 352)	—	—	(9 352)
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	(14 907)	—	—	(14 907)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	(31 951)	—	—	(31 951)
	1 704 463	—	—	1 704 463
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère	1 497	—	—	1 497
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(33 752)	—	—	(33 752)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(3 783)	—	—	(3 783)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	211 185	—	—	211 185
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	173 650	—	—	173 650

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Exercice clos le 31 août 2018	Précédemment présenté \$	Incidence d'IFRS 15 \$	Incidence du reclassement \$	Actuellement présenté \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice de l'exercice lié aux activités poursuivies	380 722	4 382	(526)	384 578
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	431 598	(2 827)	4 883	433 654
Charges financières	185 456	—	—	185 456
Impôts sur le résultat	(16 191)	(1 129)	122	(17 198)
Rémunération fondée sur des actions	6 772	—	—	6 772
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	1 916	—	—	1 916
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	(714)	—	—	(714)
	989 559	426	4 479	994 464
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	(16 645)	(7 258)	—	(23 903)
Charges financières payées	(174 650)	—	—	(174 650)
Impôts sur le résultat payés	(175 163)	—	—	(175 163)
	623 101	(6 832)	4 479	620 748
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(445 154)	3 631	(16 285)	(457 808)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(15 007)	3 201	11 806	—
Acquisition de licences de spectre	(32 306)	—	—	(32 306)
Rachat de placements à court terme	54 000	—	—	54 000
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1 756 935)	—	—	(1 756 935)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	1 383	—	—	1 383
	(2 194 019)	6 832	(4 479)	(2 191 666)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation de l'endettement bancaire	2 148	—	—	2 148
Augmentation nette des facilités renouvelables	384 568	—	—	384 568
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	2 082 408	—	—	2 082 408
Remboursement de dette à long terme	(1 329 044)	—	—	(1 329 044)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	(118)	—	—	(118)
Augmentation des coûts de transaction différés	(3 168)	—	—	(3 168)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	3 486	—	—	3 486
Émission d'actions ordinaires par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle, nette des coûts de transaction payés	388 907	—	—	388 907
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(9 352)	—	—	(9 352)
Dividendes versés sur actions à droits de vote multiples	(29 813)	—	—	(29 813)
Dividendes versés sur actions subalternes à droit de vote	(63 886)	—	—	(63 886)
	1 426 136	—	—	1 426 136
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère				
	1 989	—	—	1 989
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(142 793)	—	—	(142 793)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	16 333	—	—	16 333
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	211 185	—	—	211 185
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	84 725	—	—	84 725

3. PRODUITS

Trois mois clos les 28 février						
	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits provenant des clients						
Résidentiels ⁽¹⁾	294 559	292 481	219 414	177 056	513 973	469 537
Commerciaux ⁽²⁾	31 854	30 889	30 745	22 907	62 599	53 796
Autres ⁽³⁾	346	765	7 211	5 757	7 557	6 522
	326 759	324 135	257 370	205 720	584 129	529 855

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

(2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.

(3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

Six mois clos les 28 février						
	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits provenant des clients						
Résidentiels ⁽¹⁾	584 716	587 525	436 906	310 822	1 021 622	898 347
Commerciaux ⁽²⁾	63 978	61 624	60 172	41 532	124 150	103 156
Autres ⁽³⁾	530	1 872	14 500	10 766	15 030	12 638
	649 224	651 021	511 578	363 120	1 160 802	1 014 141

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

(2) Comprennent les produits de la clientèle commerciale des services Internet, de vidéo et de téléphonie.

(3) Comprennent les recettes publicitaires, les frais de retard, les produits locatifs et d'autres produits divers.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (perte sectorielle) de la Société est présenté(e) en deux secteurs opérationnels : les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services Internet, de vidéo et de téléphonie et fournissent des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces de Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans 11 États : le Connecticut, le Delaware, la Floride, le Maine, le Maryland, le New Hampshire, New York, la Pennsylvanie, la Caroline du Sud, la Virginie et la Virginie-Occidentale.

Le secteur des Services de TIC aux entreprises, pour lequel l'information était auparavant présentée, et qui se composait des activités de Cogeco Peer 1, est maintenant présenté dans les activités abandonnées à la suite de l'annonce faite le 27 février 2019 de la conclusion d'une entente en vue de la vente de cette filiale. L'information portant sur ce secteur abandonné est fournie à la Note 6.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les autres charges, à l'exception des honoraires de gestion, des charges financières et des impôts sur le résultat, sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les honoraires de gestion, les charges financières et les impôts sur le résultat sont gérés sur une base consolidée et, par conséquent,

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

ils ne sont pas reflétés dans les résultats sectoriels. Les éliminations intersectorielles et autres, éliminent toutes transactions intersociétés comprises dans les résultats d'exploitation de chaque secteur et incluent les activités du siège social. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trois mois clos le 28 février 2019			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	326 759	257 370	—	584 129
Charges d'exploitation	152 091	140 225	6 360	298 676
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	4 901	4 901
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	174 668	117 145	(11 261)	280 552
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	3 216	506	—	3 722
Dotation aux amortissements	63 294	56 980	17	120 291
Charges financières				46 413
Bénéfice avant impôts sur le résultat				110 126
Impôts sur le résultat				23 998
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies				86 128
Acquisition d'immobilisations corporelles	54 621	38 152	—	92 773

(1) Les produits par marché géographique comprennent 326 759 \$ au Canada et 257 370 \$ aux États-Unis.

(2) Comprendent des frais de restructuration dans le secteur des Services à large bande canadiens et des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur des Services à large bande américains.

	Trois mois clos le 28 février 2018			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	<i>(retraité, Note 2)</i> 324 135	<i>(retraité, Note 2)</i> 205 720	—	<i>(retraité, Note 2)</i> 529 855
Charges d'exploitation	155 520	114 608	6 147	276 275
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 110	5 110
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	168 615	91 112	(11 257)	248 470
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	15 999	—	15 999
Dotation aux amortissements	60 320	45 763	76	106 159
Charges financières				47 267
Bénéfice avant impôts sur le résultat				79 045
Impôts sur le résultat				(80 867)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies				159 912
Acquisition d'immobilisations corporelles	53 863	58 515	—	112 378

(1) Les produits par marché géographique comprennent 324 135 \$ au Canada et 205 720 \$ aux États-Unis.

(2) Comprendent des frais d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de MetroCast, conclue le 4 janvier 2018.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

	Six mois clos le 28 février 2019			Consolidé
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	
	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	649 224	511 578	—	1 160 802
Charges d'exploitation	311 417	277 157	14 129	602 703
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	9 696	9 696
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	337 807	234 421	(23 825)	548 403
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	8 659	776	—	9 435
Dotation aux amortissements	126 191	113 792	45	240 028
Charges financières				92 972
Bénéfice avant impôts sur le résultat				205 968
Impôts sur le résultat				41 034
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies				164 934
Acquisition d'immobilisations corporelles	113 079	80 251	—	193 330

(1) Les produits par marché géographique comprennent 649 224 \$ au Canada et 511 578 \$ aux États-Unis.

(2) Comprendent des frais de restructuration dans le secteur des Services à large bande canadiens et des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur des Services à large bande américains.

	Six mois clos le 28 février 2018			Consolidé
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	
	\$	\$	\$	\$
	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)		(retraité, Note 2)
Produits ⁽¹⁾	651 021	363 120	—	1 014 141
Charges d'exploitation	308 935	210 053	9 841	528 829
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	9 838	9 838
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	342 086	153 067	(19 679)	475 474
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	16 391	—	16 391
Dotation aux amortissements	118 725	78 890	151	197 766
Charges financières				77 486
Bénéfice avant impôts sur le résultat				183 831
Impôts sur le résultat				(54 352)
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies				238 183
Acquisition d'immobilisations corporelles	102 617	94 212	—	196 829

(1) Les produits par marché géographique comprennent 651 021 \$ au Canada et 363 120 \$ aux États-Unis.

(2) Comprendent des frais d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de MetroCast, conclue le 4 janvier 2018.

Les tableaux suivants présentent certaines données par secteur opérationnel et par marchés géographiques aux 28 février 2019 et 31 août 2018 :

	Au 28 février 2019			Total
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Éliminations intersectorielles et autres	
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 123 335	866 964	119	1 990 418
Immobilisations incorporelles	998 237	1 859 795	—	2 858 032
Goodwill	4 662	1 344 420	—	1 349 082

	Au 31 août 2018				
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services de TIC aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
	<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>
Immobilisations corporelles	1 135 404	821 080	367 030	164	2 323 678
Immobilisations incorporelles	1 000 177	1 869 626	57 585	—	2 927 388
Goodwill	4 662	1 332 781	271 003	—	1 608 446

	Au 28 février 2019		
	Canada	États-Unis	Total
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 123 454	866 964	1 990 418
Immobilisations incorporelles	998 237	1 859 795	2 858 032
Goodwill	4 662	1 344 420	1 349 082

	Au 31 août 2018			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
	<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>
Immobilisations corporelles	1 436 613	860 411	26 654	2 323 678
Immobilisations incorporelles	1 040 937	1 885 504	947	2 927 388
Goodwill	221 867	1 371 992	14 587	1 608 446

5. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Acquisition d'un réseau de fibre et des actifs connexes

Le 3 octobre 2018, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a conclu l'acquisition du réseau de fibre du sud de la Floride précédemment détenu par FiberLight, LLC. La transaction, combinée aux fibres noires acquises de FiberLight au deuxième trimestre de l'exercice 2018, a permis d'ajouter 350 milles de parcours à la zone de couverture d'Atlantic Broadband dans le sud de la Floride.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et est assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat s'établit comme suit :

	Préliminaire
	\$
Prix d'achat	
Contrepartie versée à la clôture	38 876
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	5 005
	43 881
Actifs nets acquis	
Créances clients et autres débiteurs	1 743
Charges payées d'avance et autres	335
Immobilisations corporelles	45 769
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(644)
Passifs sur contrat et autres passifs pris en charge	(3 322)
	43 881

6. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 27 février 2019, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente en vue de la vente de Cogeco Peer 1, sa filiale de services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »). La transaction, d'une valeur de 720 millions \$, est assujettie à certains ajustements de clôture. La transaction devrait se conclure au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 et est soumise aux conditions de clôture habituelles.

Par conséquent, conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, la Société a reclassé à titre d'activités abandonnées les résultats et les flux de trésorerie des exercices courant et précédent de Cogeco Peer 1, séparément des activités poursuivies de la Société. Les résultats de Cogeco Peer 1 sont exclus des activités poursuivies et de l'information sur les secteurs opérationnels dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes annexes, sauf indication contraire, et sont présentés déduction faite des impôts dans l'état consolidé intermédiaire du résultat pour les périodes courantes et les périodes correspondantes.

Les actifs et les passifs de Cogeco Peer 1 ont été reclassés, dans l'état consolidé intermédiaire de la situation financière au 28 février 2019, dans les actifs courants détenus en vue de la vente et dans les passifs courants détenus en vue de la vente, respectivement, puisque la vente de ces actifs et passifs devrait avoir lieu d'ici un an.

Le produit de la cession devrait être supérieur à la valeur comptable des actifs nets abandonnés, et par conséquent, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée lors du classement des actifs et passifs de Cogeco Peer 1 à titre d'actifs et passifs détenus en vue de la vente.

Le tableau suivant présente la perte liée aux activités abandonnées :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits	66 155	69 147	132 813	138 137
Charges d'exploitation	50 228	49 790	99 194	99 017
Dotation aux amortissements	21 823	23 648	43 999	47 723
Charges financières	81	286	(529)	(451)
Perte avant impôts sur le résultat	(5 977)	(4 577)	(9 851)	(8 152)
Impôts sur le résultat	(608)	11 502	(860)	9 812
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(5 369)	(16 079)	(8 991)	(17 964)

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 503	12 605	19 163	18 492
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 914)	(11 401)	(19 821)	(22 236)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	(15)	(3)	60	(39)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liée aux activités abandonnées	2 574	1 201	(598)	(3 783)

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Le tableau suivant résume la valeur comptable des actifs et des passifs des activités abandonnées, classés comme détenus en vue de la vente au 28 février 2019 :

	\$
Créances clients et autres débiteurs	20 745
Impôts sur le résultat à recevoir	3 158
Charges payées d'avance et autres	7 599
Immobilisations corporelles	352 483
Immobilisations incorporelles	49 376
Autres actifs	9 863
Goodwill	271 821
Actifs d'impôts différés	1 702
Actifs détenus en vue de la vente	716 747
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19 169
Provisions	34
Passifs d'impôts sur le résultat	12
Passifs sur contrat et autres passifs	23 182
Passifs d'impôts différés	12 017
Passifs détenus en vue de la vente	54 414

7. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>
Salaires, avantages du personnel et services impartis	85 220	78 464	171 305	148 580
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	167 657	152 182	334 863	290 907
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	18 665	15 863	39 374	33 386
Autres achats externes ⁽³⁾	27 134	29 766	57 161	55 956
	298 676	276 275	602 703	528 829

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles et les autres frais d'administration.

8. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>
Amortissement des immobilisations corporelles	106 100	94 455	211 873	179 634
Amortissement des immobilisations incorporelles	14 191	11 704	28 155	18 132
	120 291	106 159	240 028	197 766

9. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme ⁽¹⁾	46 120	47 554	91 503	77 589
Gains nets de change	(479)	(621)	(256)	(769)
Amortissement des coûts de transaction différés	465	389	906	1 005
Coûts d'emprunt capitalisés ⁽²⁾	(178)	(708)	(298)	(1 574)
Autres	485	653	1 117	1 235
	46 413	47 267	92 972	77 486

(1) Dans le cadre de l'acquisition de MetroCast, un montant de 7,3 millions \$, représentant des coûts de financement différés non amortis, a été imputé aux charges financières suite au remboursement anticipé des facilités de crédit à terme A-2, A-3 et B en janvier 2018.

(2) Pour les périodes de trois et de six mois closes les 28 février 2019 et 2018, le taux d'intérêt moyen pondéré utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5%.

10. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>
Exigibles	17 570	25 135	29 602	47 567
Différés	6 428	(106 002)	11 432	(101 919)
	23 998	(80 867)	41 034	(54 352)

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>
Bénéfice avant impôts sur le résultat	110 126	79 045	205 968	183 831
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	29 184	20 947	54 582	48 715
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	207	(2 912)	1 022	(852)
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts quasi adoptés ⁽¹⁾	287	(94 061)	287	(94 175)
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	808	(56)	821	(133)
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(7 100)	(5 038)	(13 861)	(8 744)
Autres	612	253	(1 817)	837
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	23 998	(80 867)	41 034	(54 352)

(1) Le 22 décembre 2017, l'administration fédérale américaine a adopté la loi intitulée *Tax Cuts and Jobs Act*. Cette réforme fiscale réduit le taux d'imposition général fédéral des sociétés, le faisant passer de 35 % à 21 % après 2017. Par conséquent, les impôts différés et les passifs d'impôts différés nets ont diminué d'environ 94 millions \$ (74 millions \$ US). De plus, cette loi préconise d'autres modifications, notamment à l'égard des limitations de la déductibilité des intérêts, de la déduction complète des acquisitions d'actifs corporels, des limitations des pertes d'exploitation nettes et des règles anti-évitement de l'érosion de la base d'imposition.

11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
	<i>(retraité, Note 2)</i>		<i>(retraité, Note 2)</i>	
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	81 718	157 000	155 510	235 271
Perte de la période liée aux activités abandonnées attribuable aux propriétaires de la Société	(5 369)	(16 079)	(8 991)	(17 964)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	76 349	140 921	146 519	217 307
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 386 790	49 285 885	49 363 604	49 287 026
Incidence des options sur actions dilutives ⁽¹⁾	123 794	182 878	94 223	215 547
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	110 223	113 186	107 601	108 275
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	150 624	144 121	143 084	134 352
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 771 431	49 726 070	49 708 512	49 745 200
Bénéfice (perte) par action				
De base				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	1,65	3,19	3,15	4,77
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,11)	(0,33)	(0,18)	(0,36)
Bénéfice de la période	1,55	2,86	2,97	4,41
Dilué(e)				
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	1,64	3,16	3,13	4,73
Perte de la période liée aux activités abandonnées	(0,11)	(0,33)	(0,18)	(0,36)
Bénéfice de la période	1,53	2,83	2,95	4,37

(1) Pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019, 253 585 et 257 485 options sur actions (258 175 et aucune en 2018) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

12. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	28 février 2019 \$	31 août 2018 \$
Société				
Facilité à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Facilité renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable – 328 millions \$ US (310 millions \$ US au 31 août 2018) ⁽²⁾	janvier 2024	3,94 ⁽⁴⁾	431 943	404 705
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions \$ US	septembre 2024	4,14	32 833	32 540
Série B – 150 millions \$ US	septembre 2026	4,29	196 921	195 176
Billets garantis de premier rang Série B ⁽³⁾				
Billets garantis de premier rang – 215 millions \$ US	juin 2025	4,30	282 224	279 711
Débiteures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	199 644	199 544
Débiteures garanties de premier rang série 3	février 2022	4,93	199 356	199 255
Débiteures garanties de premier rang série 4	mai 2023	4,18	298 538	298 381
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang – 1 687,3 millions \$ US (1 695,8 millions \$ US au 31 août 2018)	janvier 2025	4,87 ^{(4) (5)}	2 178 467	2 167 792
Facilité renouvelable garantie de premier rang – 20 millions \$ US au 31 août 2018		—	—	26 110
			3 819 926	3 858 208
Moins : tranche courante			22 387	77 188
			3 797 539	3 781 020

- (1) Le 4 décembre 2018, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$ pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 24 janvier 2024.
- (2) Un montant de 12 millions \$ US prélevé sur la facilité d'emprunt renouvelable a été couvert jusqu'au 29 mars 2019, au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 15,8 millions \$ et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 3,21 %.
- (3) La Société a procédé au remboursement des billets garantis de premier rang série B à leur date d'échéance, le 1^{er} octobre 2018.
- (4) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.
- (5) Une filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant notionnel de 1,175 milliard \$ US au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 0,987 % à 2,262 % pour des échéances variant entre le 31 juillet 2019 et le 30 novembre 2024, en vertu de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang B. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang B est 4,57 %.

13. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 \$ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	28 février 2019	31 août 2018
	\$	\$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	98 346	98 346
33 903 705 actions subalternes à droit de vote (33 874 114 au 31 août 2018)	938 809	937 226
	1 037 155	1 035 572
84 588 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (111 717 au 31 août 2018)	(5 730)	(7 569)
117 146 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (143 377 au 31 août 2018)	(8 850)	(10 831)
	1 022 575	1 017 172

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2018	33 874 114	937 226
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options d'achat d'actions	29 591	1 289
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	—	294
Solde au 28 février 2019	33 903 705	938 809

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2018	111 717	7 569
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(27 129)	(1 839)
Solde au 28 février 2019	84 588	5 730

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2019, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2018	143 377	10 831
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(26 231)	(1 981)
Solde au 28 février 2019	117 146	8 850

C) DIVIDENDES

Pour la période de six mois close le 28 février 2019, des dividendes déterminés trimestriels de 0,525 \$ l'action, pour un total de 1,05 \$ l'action ou 51,8 millions \$, ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,475 \$ l'action, pour un total de 0,95 \$ l'action ou 46,9 millions \$ pour la période de six mois close le 28 février 2018.

	Six mois clos les 28 février	
	2019	2018
	\$	\$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	16 476	14 907
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	35 373	31 951
	51 849	46 858

Au cours de sa réunion du 9 avril 2019, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,525 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 7 mai 2019 aux actionnaires inscrits en date du 23 avril 2019.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options d'achat d'actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2018 de la Société.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 28 février 2019 :

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2018	819 393	65,27
Attribuées ⁽¹⁾	199 450	65,23
Exercées ⁽²⁾	(29 591)	43,57
Annulées	(13 415)	71,61
En circulation au 28 février 2019	975 837	65,83
Pouvant être exercées au 28 février 2019	403 412	57,41

(1) Pour la période de six mois close le 28 février 2019, la Société a attribué 97 725 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

(2) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 66,48 \$.

Une charge de rémunération de 180 000 \$ et 439 000 \$ (121 000 \$ et 356 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ce régime.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2019

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de six mois close le 28 février 2019 était de 9,52 \$ par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'option Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	3,19
Volatilité attendue	20,36
Taux d'intérêt sans risque	2,42
Durée prévue (en années)	6,0

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	105 475
Attribuées	37 300
Distribuées	(27 129)
Annulées	(7 621)
En circulation au 28 février 2019	108 025

Une charge de rémunération de 513 000 \$ et 1 067 000 \$ (669 000 \$ et 1 183 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	133 181
Attribuées ⁽¹⁾	45 175
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	200
Distribuées	(26 231)
Annulées	(5 629)
Équivalents de dividendes	2 297
En circulation au 28 février 2019	148 993

(1) Pour la période de six mois close le 28 février 2019, la Société a attribué 14 625 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 499 000 \$ et 940 000 \$ (598 000 \$ et 1 085 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et sont en circulation au 28 février 2019 :

En circulation au 31 août 2018	42 607
Émises	11 328
Équivalents de dividendes	729
En circulation au 28 février 2019	54 664

Une charge de rémunération de 659 000 \$ et 335 000 \$ (une diminution de la charge de rémunération de 399 000 \$ et 271 000 \$ en 2018) a été comptabilisée pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 relativement à ce régime.

14. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Ajustements au titre de l'écart de change	Total
	\$	\$	\$
		(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)
Solde au 31 août 2017	438	76 197	76 635
Autres éléments du résultat global	21 398	6 856	28 254
Solde au 28 février 2018	21 836	83 053	104 889
Solde au 31 août 2018	25 818	87 956	113 774
Autres éléments du résultat global	(13 441)	4 401	(9 040)
Solde au 28 février 2019	12 377	92 357	104 734

15. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
		(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)	(retraité, Note 2)
Créances clients et autres débiteurs	(8 460)	(2 813)	(8 453)	389
Charges payées d'avance et autres	3 349	(62)	(7 623)	(10 170)
Autres actifs	(1 392)	(2 396)	(3 753)	(2 930)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(13 822)	29 949	(94 881)	(57 265)
Provisions	3 619	480	4 195	591
Passifs sur contrat et autres passifs	(1 271)	4 775	(1 210)	7 764
	(17 977)	29 933	(111 725)	(61 621)

B) VARIATIONS DES PASSIFS ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Endettement bancaire	Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	Tranches courante et non courante de la dette à long terme	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2017	3 801	118	2 576 433	2 580 352
Augmentation de l'endettement bancaire	577	—	—	577
Augmentation nette des facilités renouvelables	—	—	908	908
Émission de dette à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	—	—	2 082 408	2 082 408
Remboursement de la dette à long terme	—	—	(712 056)	(712 056)
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	—	(118)	—	(118)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement, excluant les capitaux propres	577	(118)	1 371 260	1 371 719
Incidence des variations des taux de change	—	—	68 734	68 734
Amortissement des escomptes et des coûts de transaction	—	—	10 651	10 651
Total des variations sans effet sur la trésorerie	—	—	79 385	79 385
Solde au 28 février 2018	4 378	—	4 027 078	4 031 456
Solde au 31 août 2018	5 949	—	3 858 208	3 864 157
Augmentation de l'endettement bancaire	30 365	—	—	30 365
Diminution nette des facilités renouvelables	—	—	(3 921)	(3 921)
Remboursement de la dette à long terme	—	—	(66 240)	(66 240)
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	—	5 005	—	5 005
Remboursement du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	—	(655)	—	(655)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement, excluant les capitaux propres	30 365	4 350	(70 161)	(35 446)
Incidence des variations des taux de change	—	127	28 464	28 591
Amortissement des escomptes et des coûts de transaction	—	—	3 415	3 415
Total des variations sans effet sur la trésorerie	—	127	31 879	32 006
Solde au 28 février 2019	36 314	4 477	3 819 926	3 860 717

16. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 28 février		Six mois clos les 28 février	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Régimes à prestations définies				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
Coût des services rendus au cours de la période	405	313	810	748
Charges administratives	77	62	154	125
Comptabilisée dans les charges financières (autres)				
Intérêts nets	3	15	6	41
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
	2 134	1 745	4 150	3 908
	2 619	2 135	5 120	4 822

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 28 février 2019, la Société avait utilisé 466,9 millions \$ des 800 millions \$ disponibles en vertu de sa facilité à terme renouvelable, pour un solde disponible de 333,1 millions \$. De plus, deux filiales de la Société liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 197,5 millions \$ (150 millions \$ US) dont 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) était utilisée au 28 février 2019 pour un solde disponible de 194,7 millions \$ (147,9 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2019, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de la Société qui sont assujetties à des taux de base variables.

Pour réduire le risque relativement à ses instruments à taux variable, une filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2019 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	1,175 milliard \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,987 % - 2,262 %	juillet 2019 - novembre 2024	Facilité d'emprunt à terme B garanti de premier rang

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 11,1 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières d'approximativement 14 millions \$ en fonction de la dette existante au 28 février 2019.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Le risque lié aux investissements globaux en dollars américains est réduit, puisque la majeure partie a été empruntée en dollars américains.

Le tableau qui suit présente les investissements globaux dans des établissements à l'étranger attribuables aux propriétaires de la Société ainsi que les montants notionnels de la dette empruntée pour couvrir ces investissements, au 28 février 2019 :

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	706 millions \$ US	992,1 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
s.o.	— £	22,9 millions £	s.o.

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 28 février 2019 étaient de 1,3169 \$ pour un dollar américain (1,3055 \$ au 31 août 2018) et de 1,7484 \$ pour une livre sterling (1,6931 \$ au 31 août 2018). Une baisse de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 41,7 millions \$.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	28 février 2019		31 août 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	3 819 926	3 893 440	3 858 208	3 941 543

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 28 février 2019 et 31 août 2018, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives sur ses dettes et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société, qui comprennent les résultats des activités poursuivies et des activités abandonnées ainsi que les actifs et les passifs détenus en vue de la vente :

	28 février 2019	31 août 2018
		(retraité, Note 2)
Endettement net garanti ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	3,3	3,5
Endettement net ⁽³⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	3,3	3,5
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	5,8	5,9

- (1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
- (2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 28 février 2019, qui comprend douze mois d'activités de MetroCast, et pour l'exercice clos le 31 août 2018, qui comprend huit mois d'activités de MetroCast.
- (3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

18. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,75 % (0,85 % pour la période antérieure au 4 janvier 2018) des produits consolidés de la Société, provenant des activités poursuivies et abandonnées. De plus, la Société rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention. La convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour les périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019 se sont chiffrés à 4,9 millions \$ et 9,7 millions \$, comparativement à 5,1 millions \$ et 9,8 millions \$ pour les périodes correspondante de l'exercice 2018.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours de la période de six mois close le 28 février 2019, la Société a attribué 97 725 options sur actions (124 625 en 2018), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives (aucune en 2018) et elle a attribué 14 625 unités d'actions liées au rendement (18 750 en 2018) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Au cours des périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019, la Société a facturé à Cogeco des montants de 195 000 \$ et 493 000 \$ (201 000 \$ et 395 000 \$ en 2018), 15 000 \$ et 30 000 \$ (0 \$ et 1 000 \$ en 2018) et 302 000 \$ et 502 000 \$ (248 000 \$ et 482 000 \$ en 2018), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement que la Société a attribué à ces hauts dirigeants.

Au cours des périodes de trois et de six mois closes le 28 février 2019, la Société a facturé 64 000 \$ et 324 000 \$ à Cogeco pour des unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	28 février 2019	30 novembre 2018	31 août 2018	31 mai 2018	28 février 2018
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 703 223	2 711 932	2 751 383	2 782 705	2 788 268
Clients du service Internet	1 214 566	1 204 602	1 207 225	1 207 262	1 199 201
Clients du service de vidéo	976 377	988 398	1 006 020	1 019 852	1 029 901
Clients du service de téléphonie	512 280	518 932	538 138	555 591	559 166
CANADA					
Unités de service primaire	1 825 011	1 831 628	1 866 918	1 901 037	1 914 178
Clients du service Internet	785 004	778 996	782 277	787 007	786 314
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	44,7 %	44,4 %	44,7 %	45,0 %	45,1 %
Clients du service de vidéo	668 771	675 699	688 768	699 554	708 584
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	38,1 %	38,5 %	39,3 %	40,0 %	40,7 %
Clients du service de téléphonie	371 236	376 933	395 873	414 476	419 280
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	21,1 %	21,5 %	22,6 %	23,7 %	24,1 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	878 212	880 304	884 465	881 668	874 090
Clients du service Internet	429 562	425 606	424 948	420 255	412 887
Pénétration en pourcentage des foyers câblés ⁽¹⁾	49,6 %	49,2 %	49,7 %	49,8 %	48,3 %
Clients du service de vidéo	307 606	312 699	317 252	320 298	321 317
Pénétration en pourcentage des foyers câblés ⁽¹⁾	35,5 %	36,2 %	37,1 %	37,9 %	37,6 %
Clients du service de téléphonie	141 044	141 999	142 265	141 115	139 886
Pénétration en pourcentage des foyers câblés ⁽¹⁾	16,3 %	16,4 %	16,6 %	16,7 %	16,4 %

(1) Pour le premier trimestre de l'exercice 2019, le nombre de foyers câblés dans le secteur des Services à large bande américains a été ajusté à la hausse afin de refléter le nombre de foyers câblés non desservis dans des immeubles à logements multiples dans la zone de couverture, de sorte que le taux de pénétration en pourcentage des foyers câblés a également été ajusté en conséquence.